

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

## DIXIÈME SESSION

**Table ronde de haut niveau sur le commerce  
et le développement : orientations pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

**RÉPARTITION DES REVENUS ET DÉVELOPPEMENT**



**Distr.  
GÉNÉRALE**

**TD(X)/RT.1/1  
26 novembre 1999**

**FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS**

## **DIXIÈME SESSION**

**Table ronde de haut niveau sur le commerce et le développement :  
Orientations pour le vingt et unième siècle**

**Bangkok, 12 février 2000**

### **RÉPARTITION DES REVENUS ET DÉVELOPPEMENT**

**Document établi par  
Frances Stewart  
Université d'Oxford (Royaume-Uni)**

**Note:** Les vues exprimées dans le présent document n'engagent que leur auteur et ne représentent pas nécessairement les vues du secrétariat de la CNUCED.

**GE.99-54190**

## Résumé

La répartition des revenus revêt une importance extrême pour le développement, parce qu'elle touche à la cohésion de la société, qu'elle détermine l'ampleur que peut prendre le phénomène de la pauvreté - à quelque niveau que se situe le revenu moyen - et la mesure dans laquelle la croissance contribue à réduire ce phénomène, et qu'elle a des effets jusque sur la santé des populations. Le présent document s'intéresse aux rapports entre la répartition des revenus et la croissance économique. Il en ressort que l'hypothèse de Kuznets selon laquelle la répartition des revenus se détériore à mesure que le revenu moyen augmente est loin d'être validée par les faits, et que l'évolution du taux de croissance des revenus n'est pas systématiquement liée à l'évolution de la répartition des revenus. Or, l'on constate de plus en plus qu'une meilleure répartition des revenus favorise la croissance économique. Les raisons à cela sont tant politiques qu'économiques. La conclusion de la présente étude est qu'une répartition plus égalitaire des revenus est souhaitable tant sur le plan de l'équité que sur celui de la croissance économique.

Les stratégies de promotion d'une croissance plus égalitaire sont examinées, à partir d'exemples concrets. Ces stratégies semblent possibles et souhaitables et, pourtant, dans les années 1980 et 1990, la répartition n'a cessé de se détériorer, dans les pays en développement comme dans les pays développés. Diverses explications de cette évolution ont été avancées, notamment la libéralisation du commerce, l'évolution technologique et, de manière plus générale, les effets de la libéralisation et de la mondialisation. Le présent document porte essentiellement sur la répartition des revenus des ménages avant impôt. Une étude succincte des incidences de la fiscalité et des dépenses publiques montre que les effets de la fiscalité sont souvent neutres, proportionnels au revenu ou, de temps à autre, soit progressifs soit régressifs. Les effets de la dépense publique, en revanche, sont essentiellement progressifs, à savoir qu'une augmentation de la fiscalité et de la dépense tendraient à améliorer la répartition du bien-être. L'on dispose de peu d'éléments de preuve directs sur les effets des mesures de promotion du bien-être social, en termes d'indicateurs de développement humain, par exemple, mais tout semble indiquer que les réalisations en matière de santé sont liées aux niveaux de revenu et que le niveau général de santé dans la société tend à se détériorer à mesure qu'augmentent les inégalités.

L'essentiel du présent document, tout comme l'essentiel des travaux sur le sujet, porte sur la notion traditionnelle de répartition *verticale* des revenus, mais l'on voit dans le présent document combien il importe d'examiner aussi les inégalités *horizontales* (les inégalités entre groupes différenciés selon des critères religieux, ethniques, raciaux, culturels ou autres), qui touchent directement à la stabilité sociale. En conclusion, L'analyse des faits, et les faits eux-mêmes, montrent que le développement appelle une répartition plus égalitaire des revenus. Or, la tendance actuelle va plutôt dans l'autre sens.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Résumé .....	iii
Introduction .....	1
I.    Quelques points importants concernant la définition du sujet .....	2
II.   Répercussions de la croissance sur la répartition .....	3
III.  Répercussions de la répartition des revenus sur la croissance économique .....	5
IV.   Schémas de croissance égalitaires .....	8
V.    Les tendances récentes en matière de répartition des revenus .....	16
VI.   Pour une conception plus large de l'inégalité : conséquences .....	20
VII.  L'inégalité horizontale : la dimension oubliée .....	23
VIII. Répartition des revenus au plan mondial .....	23
IX.   Conclusions .....	24
Références .....	26

# RÉPARTITION DES REVENUS ET DÉVELOPPEMENT

*Frances Stewart \**

## INTRODUCTION

La répartition des revenus au sein d'une société revêt une importance extrême, parce qu'elle touche à la cohésion de la société et que, quel que soit le niveau du PIB, elle détermine l'ampleur que peut prendre le phénomène de la pauvreté. Dans certaines économies, un niveau de revenu relativement élevé va de pair avec une répartition très inégale de ce revenu qui se traduit par de profonds clivages sociaux et par une forte présence du phénomène de la pauvreté, comme c'est le cas au Brésil, par exemple. Dans d'autres pays, où la répartition des revenus est plus égalitaire, la pauvreté est moins criante et le sentiment d'équité qui en résulte contribue à la stabilité politique, le Costa Rica étant un bon exemple à cet égard. La sensibilité de la pauvreté par rapport à la croissance dépend de la répartition des revenus; à titre d'exemple, un point de croissance du PIB entraîne une réduction de 0,21 point de la pauvreté en Zambie, si la répartition des revenus demeure la même, contre une réduction 3,4 points en Malaisie (Sen, 1995). Il existe également d'innombrables preuves de l'influence que la répartition des revenus peut exercer sur le rythme de la croissance économique, qui est plus rapide dans les sociétés plus égalitaires. Plus encore, l'état sanitaire moyen de la population dépend de la répartition des revenus, l'espérance de vie étant moindre dans les pays où cette répartition est plus inégalitaire <sup>1</sup>. Une répartition équitable des revenus - ainsi que la réalisation de certains objectifs sociaux - constitue donc un aspect essentiel du développement, par delà la croissance économique.

Le présent document a pour objet d'analyser les liens entre la répartition des revenus et la croissance économique et de préciser les conclusions de politique générale qui se dégagent de cette analyse. La question du rapport entre la répartition des revenus et le développement a fait l'objet de maintes études, à commencer par la thèse classique de Kuznets, pour qui la répartition des revenus est généralement plutôt plus égalitaire lorsque les niveaux de revenus sont bas, aux premiers stades du développement, et devient plus inégalitaire à mesure que le développement se confirme, mais cette tendance s'inverse et la répartition des revenus redevient plus égalitaire lorsque les pays approchent des niveaux de revenus des pays développés. Kuznets et ses disciples ont identifié un certain nombre de corrélations entre les niveaux et la croissance du revenu par habitant et la répartition des revenus, des corrélations qui peuvent exprimer deux types de liens de causalité ayant trait l'un aux effets de la croissance sur la répartition et l'autre aux effets de la répartition sur la croissance. L'on s'attachera donc d'abord à étudier ces deux aspects avant d'examiner les tendances récentes en matière de répartition des revenus.

Le présent document est organisé comme suit : la section I est consacrée à un certain nombre de points importants touchant la définition des termes employés; la section II passe en revue les résultats

---

\* Les travaux de recherche d'Emma Samman ont été d'une grande aide pour l'établissement du présent document.

<sup>1</sup> Ce fait ressort clairement de l'étude de Wilkinson, 1996.

des travaux sur les modalités par lesquelles la croissance modifie la répartition des revenus; la section III est porte sur le lien de causalité inverse, c'est à dire comment la répartition des revenus peut avoir des effets sur la croissance; la section IV porte sur les stratégies de croissance qui sont les plus susceptibles d'induire une répartition des revenus plus équilibrée; la section V est consacrée aux tendances récentes en matière de répartition des revenus; dans la section VI, la question de l'inégalité est étudiée dans ses aspects plus vastes, au delà du simple revenu privé avant impôt, pour aborder les effets de la fiscalité et de la dépense publique, ainsi que certains indicateurs des inégalités en matière de capacités; la section VII porte sur les inégalités horizontales (de groupe); la section VIII contient une brève analyse des modifications de la répartition des revenus au plan mondial; et la section IX tient lieu de conclusion.

## I. QUELQUES POINTS IMPORTANTS CONCERNANT LA DÉFINITION DU SUJET

Trois questions clés se posent en matière de répartition : qu'est-ce qui est réparti ?  
entre qui ? dans quel cadre ?

a) *La répartition de quoi ?* Le discours économique met quasiment toujours l'accent sur la répartition du revenu monétaire (ou privé) courant - en principe avant impôt et subventions mais parfois après impôt et subventions. Or, même dans le modèle où le bien-être social est assimilé au "revenu", cette définition doit être étendue aux revenus futurs (en incluant, par exemple, la répartition des actifs réalisables à court terme). Si l'on adopte d'autres conceptions du bien-être social, il faut inclure aussi tout ou partie de l'ensemble d'éléments suivants : répartition du revenu social (biens et services fournis par l'Etat) et pas seulement du revenu privé; répartition des capacités ou des fonctionnalités; répartition des biens et services qui répondent à des besoins fondamentaux; répartition des indicateurs de développement humain <sup>2</sup>. Il faut adopter une conception plus large de la répartition, que celle-ci soit envisagée sous l'angle du bien-être social ou sous celui de l'investissement (c'est à dire les effets de la répartition actuelle sur la croissance). A titre d'exemple, l'inégalité dans l'accès à l'éducation, qui est très marquée dans certaines sociétés, a des effets majeurs sur le revenu futur des ménages et peut aussi peser sur le rythme de la croissance, parce que dans bon nombre de professions, une personne peu instruite risque peu d'être aussi productive qu'une personne d'un meilleur niveau d'instruction. L'inégalité dans l'accès aux services de santé peut avoir bien plus d'importance que l'inégalité des revenus privés, puisque la vie même en dépend. Pourtant la plupart des travaux sur le sujet s'en tiennent à la répartition des revenus privés.

Outre la répartition des revenus des ménages, il faut se poser la question de la répartition *fonctionnelle* des revenus, entre profits, salaires, rentes, etc. Telle était en fait la "grande" question de Ricardo à propos de la répartition des revenus des ménages. L'importance de la répartition fonctionnelle tient au fait qu'elle est un des principaux déterminants de la répartition des revenus des ménages, ainsi qu'un déterminant de l'épargne, de l'accumulation et de la croissance. Pourtant, la plupart des travaux empiriques et une bonne part des travaux théoriques actuels font quasi-totalement abstraction de cet aspect de la répartition (voir, par exemple, les études de Kanbur et Lustig, 1990; Kanbur, 1998).

---

<sup>2</sup> Il y a, bien entendu, de nombreux chevauchements entre tous ces éléments.

b) *La répartition entre qui ?* Le niveau d'analyse auquel il faut se placer est déterminé par les raisons pour lesquelles on recherche l'information. Si le but est d'évaluer le bien-être et que l'on adopte une conception individualiste du bien-être - comme c'est le cas dans les conceptions utilitaristes et capacitaires -, alors c'est au niveau de l'individu qu'il faut se placer. Mais l'essentiel des données est réuni à l'échelon du ménage vu la difficulté d'obtenir des informations au niveau individuel. Souvent, on utilise indifféremment données familiales et données individuelles, mais des efforts sont faits pour corriger les données sur les ménages afin de les traduire en données sur les particuliers, par exemple en introduisant une certaine répartition à l'intérieur des ménages (parfois en corrigeant les données sur le revenu en fonction des différences d'âge et de sexe au sein du ménage).

Toutefois, pour certains aspects importants du bien-être, le niveau d'analyse qui convient est celui de la répartition entre *groupes*, différenciés, par exemple, par l'origine ethnique, la religion, la région ou la race. Nous qualifions ce type de répartition d'*horizontale*, pour la distinguer du mode normal, *vertical*, de mesure de la répartition entre les ménages ou les particuliers. La répartition horizontale est l'une des grandes causes de conflit entre les groupes, et elle peut aussi avoir un lien direct avec le bien-être individuel, lorsque l'individu s'identifie fortement au groupe auquel il pense appartenir. Si l'information est recherchée pour d'autres raisons - pour les négociations Nord-Sud, par exemple - l'inégalité se mesure mieux en termes d'écart moyens entre pays.

c) *La répartition dans quel cadre ?* Une autre question qui se pose a trait à l'*unité* dans le cadre de laquelle l'inégalité est analysée. Par convention, cette unité est la *nation*, l'argument évident en faveur de ce choix étant que la nation est le principal cadre à l'intérieur duquel s'élaborent les politiques. Mais certaines politiques sont élaborées à l'échelon local, auquel cas c'est la collectivité locale qui serait le cadre le plus approprié. S'il s'agit de l'aide ou d'autres politiques internationales, c'est au niveau mondial qu'il faut se placer, et s'il s'agit de politiques intrarégionales, c'est à la répartition au sein des régions qu'il faut s'intéresser.

Concrètement, pratiquement tous les travaux sur le sujet portent sur la *répartition des revenus privés entre les particuliers au sein d'une nation*, évacuant ainsi de nombreuses questions importantes. Le présent document procède pour une large part de la même démarche, mais reviendra à la fin sur la question de l'élargissement de la définition de la répartition.

## II. RÉPERCUSSIONS DE LA CROISSANCE SUR LA RÉPARTITION

Comme on l'a vu plus haut, Kuznets a présenté en 1955 sa célèbre courbe en "U" renversé exprimant le lien entre les niveaux du revenu par habitant et la répartition des revenus, cette répartition étant de plus en plus inégalitaire puis, à partir d'un certain stade, de plus en plus égalitaire à mesure que les revenus par habitant augmentent. Kuznets est parvenu à cette conclusion à partir d'une analyse comparative entre pays, et des travaux de recherche historique sur l'évolution de la répartition des revenus dans les pays industrialisés ont également apporté de l'eau à son moulin (Paukert, 1973). Il convient toutefois de noter que l'analyse de Kuznets porte sur les *niveaux* de revenu par habitant, et non sur le taux de *croissance*. Par ailleurs, d'autres travaux consacrés à la courbe de Kuznets ont fait apparaître la faiblesse du lien entre niveau et répartition, qui dépend de la structure fonctionnelle précise adoptée (par exemple, Anand et Kanbur, 1993a; Deininger et Squire, 1998). Comme Bourguignon le note pour conclure, "si tant est qu'il existe bien dans tous les pays un lien de nature parabolique entre

les inégalités de revenu et le PIB par habitant ... ce lien est probablement très faible et instable dans le temps ... [et] les données longitudinales ... donneraient plutôt à penser qu'il y a une bonne part d'indétermination dans la manière dont la répartition évolue dans le temps dans un pays donné" (Bourguignon, 1995:47). Deininger et Squire(1998) constatent eux aussi que "pratiquement rien ne vient étayer" la thèse de Kuznets. Cela dit, il n'y a pas accord général sur la question. Certaines études contiennent des éléments qui vont dans le sens de cette thèse (par exemple, Oswang, 1994; Ali, 1998; Milanovic, 1994; ainsi que Fischlow, 1995).

Bien que son assise empirique soit fragile - et le soit d'autant plus que depuis peu les inégalités tendent à s'accroître dans les pays développés - la courbe de Kuznets a été largement admise et a parfois servi d'excuse à l'inaction sur le plan de la répartition des revenus, en tablant sur la nécessaire réalisation des 'lois naturelles' mises en lumière par Kuznets. Bien sûr, il se peut qu'il y ait des 'lois naturelles' qui, dans un processus de développement caractérisé par un total laissez-faire, produiraient une relation comme celle définie par Kuznets, mais l'intervention des pouvoirs publics peut contrecarrer l'action de ces 'lois', ce qui explique les nombreux écarts par rapport à la courbe. C'est de ce point de vue qu'il n'est pas inintéressant de passer brièvement en revue les thèses avancées pour expliquer le lien établi par Kuznets :

- i) Dans une économie duelle, caractérisée par un secteur agricole à faible productivité mais plus égalitaire et un secteur industriel à plus forte productivité mais plus inégalitaire, le développement opère un transfert intersectoriel. De ce fait, l'inégalité s'accroît tout à la fois à cause de la différence de revenu moyen entre les deux secteurs et à cause du passage de la main-d'oeuvre d'un secteur moins inégalitaire à un secteur qui l'est plus. Lorsque toute l'économie passe dans le secteur moderne industriel, l'inégalité imputable à l'écart intersectoriel disparaît et, une fois le plein emploi atteint, l'inégalité diminue aussi dans le secteur moderne. Cette explication, baptisée "processus Kuznets" a été énoncée sous forme de modèle par Anand et Kanbur (1993b);
- ii) Une autre explication, tirée du modèle de croissance de Lewis, part de l'idée que la croissance de la productivité et des revenus est limitée au secteur moderne, où la part du profit augmente, alors que dans le secteur traditionnel stagnant, le niveau des revenus demeure bas (voire diminue avec l'accroissement de la population), si bien que l'écart intersectoriel se creuse;
- iii) Une troisième explication part du principe qu'il y a au départ une répartition inégale du capital, qui contribue à creuser les inégalités, parce que les plus nantis peuvent accumuler davantage, mais il arrive un moment où le taux de rendement du capital commence à diminuer et l'effet-inégalités du capital est finalement annulé par l'effet égalisateur des revenus du travail.

Il n'en demeure pas moins que les travaux de recherche empirique portant sur la croissance (par opposition au niveau) du revenu par habitant ne révèlent aucun lien entre les taux de croissance et l'inégalité (Ahluwalia, 1976), et les travaux les plus récents confirment cette absence de lien (Bruno, Ravallion et Squire, 1995; CNUCED, 1997). Si l'on examine la situation par pays, on constate que dans certains la répartition des revenus s'est détériorée (au Brésil, par exemple) alors que dans d'autres, elle s'est améliorée (en Indonésie dans les années 1970, par exemple). L'on peut en fait trouver des pays



représentatifs de toutes les combinaisons possibles de liens entre la croissance et l'évolution de la répartition des revenus, comme le montre le tableau suivant :

**Tableau 1**  
**Croissance et répartition dans différents pays**

	<i>Forte croissance</i>	<i>Faible croissance</i>
Détérioration de la répartition des revenus	Brésil (années 1960 à début des années 1990); Pakistan (1970-1985); Chine (années 1980); Thaïlande (années 1970 et 1980); Botswana (années 1970)	Russie post-soviétique; la plupart des pays d'Europe orientale (années 1980); Mexique (années 1980); Kenya (années 1980); Ethiopie (années 1980); Guatemala (années 1970 et 1980)
Amélioration de la répartition des revenus	Indonésie (1973-1993); Malaisie (1970-1990); Taiwan (province chinoise de) (1959-1980); République de Corée (1950-1980); Maurice (années 1980 et 1990)	Sri Lanka (1960-1970); Cuba; Colombie (années 1980); Maroc (1970-1984); Trinité et Tobago (années 1970 et 1980)

**Source** : Demery et al. (1995); Chu et al. (1999).

Force est donc de conclure que la croissance est sans incidences sur la répartition. En d'autres termes, la croissance peut tout aussi bien entraîner une détérioration qu'une amélioration de la répartition des revenus, et elle s'accommode des deux. Le vécu de chaque pays est déterminé par les facteurs structurels qui sont les siens et par les politiques qu'il adopte.

### **III. RÉPERCUSSIONS DE LA RÉPARTITION DES REVENUS SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE**

Dans les années 1950, on pensait qu'une répartition des revenus plus inégalitaire entraînerait une croissance plus forte, par le biais d'un accroissement de l'épargne et d'éventuels effets d'incitation (par exemple Galenson et Leibenstein, 1955) <sup>3</sup>. Le lien entre l'augmentation de la propension à épargner et l'inégalité de la répartition des revenus a été expliqué de diverses manières, par l'augmentation de la part du profit (tout ou partie du profit étant affecté à l'épargne comme le pensaient Marx, Kaldor et Lewis) ou par la répartition plus inégalitaire des revenus des ménages (avec une fonction de consommation keynesienne). Les tenants du choix précoce des techniques (Dobb, 1956-57; Sen, 1968) ont fait valoir

---

<sup>3</sup> Kaldor (1956) pense qu'en situation de plein emploi, un accroissement de l'investissement accroît la part de profit, si bien que la croissance et l'inégalité iraient de pair, encore que dans ce modèle, le lien de causalité va de l'investissement au profit/épargne et non dans l'autre sens.

qu'il fallait opter pour des techniques à plus forte intensité de capital pour maximiser les excédents et les fonds susceptibles d'être réinvestis. Tout ceci a conduit à l'idée que les pays devaient s'occuper de la croissance d'abord et de la redistribution ensuite. Ce point de vue a été contesté notamment par Adelman et Morris (1973), qui ont fait valoir qu'une répartition plus égalitaire des revenus au départ induit une croissance plus forte.

Les travaux plus récents tendent à corroborer la thèse d'Adelman et Morris; les travaux de recherche empirique montrent que les pays où la répartition des revenus est plus égalitaire connaissent une croissance plus forte (Alesina et Perotti, 1993; Persson et Tabellini, 1994; et bien d'autres 4). Etant donné les limitations inhérentes aux données utilisées, la plupart de ces travaux comportent une analyse comparative par régression portant sur plusieurs pays. En matière de répartition des revenus, les données sont particulièrement problématiques, la pratique qui consiste à minorer le revenu déclaré étant très répandue, pour des raisons évidentes 5. Là encore, la solidité des résultats de ces travaux a été contestée, notamment par Fishlow (1995), qui ne trouve aucune preuve statistiquement significative d'un lien entre croissance et égalité, lorsqu'une variable fictive est introduite dans le cas de l'Amérique latine. Il n'en demeure pas moins que les études chronologiques menées dans les pays en développés confirment l'existence d'un lien entre une répartition plus égalitaire et une croissance plus forte (par exemple, Panizza, 1999, qui a étudié l'évolution de la croissance dans les différents états des Etats-Unis depuis 1920). Le nombre très important des études qui font apparaître un lien entre l'égalité et la croissance économique confère un certain crédit à la thèse de l'existence d'une relation positive entre les deux phénomènes - et réfute en tout cas la thèse inverse antérieure.

Divers mécanismes explicatifs de cette relation positive entre la répartition des revenus et la croissance économique ont été proposés :

- a) Un premier type de mécanismes renvoie à l'économie politique des sociétés selon qu'elles sont plus ou moins égalitaires et à la manière dont, par suite d'événements politiques, des inégalités trop grandes deviennent des entraves à la croissance. Ainsi :
  - i) De fortes inégalités aboutissent à plus d'instabilité politique, plus d'incertitudes, moins d'investissements et une croissance plus faible (Alesina et Perotti, 1994a; Bertola, 1993; Perotti, 1993; Persson et Tabellini, 1994);
  - ii) De fortes inégalités aboutissent à des politiques fiscales populistes axées sur la redistribution, à la multiplication des effets dissuasifs et à une croissance plus faible (Alesina et Rodrik, 1994; Persson et Tabellini, 1994);

---

<sup>4</sup> Notamment Alesina et Rodrik, 1994; Birdsall, Ross et Sabot, 1995; Bourguignon, 1995; Deininger et Squire, 1996; Sarel, 1997; Larrain et Vergara, 1997.

<sup>5</sup> Deininger et Squire (1996) ont établi une série de données 'nettoyées', excluant 1 200 observations sur 2 000, mais ce nettoyage introduit forcément ses propres distorsions. Ainsi, les données sur la répartition des revenus émanant des pays les plus égalitaires sont probablement plus fiables, parce que certains groupes ont moins de raisons de dissimuler des revenus.

- iii) De fortes inégalités confèrent une influence disproportionnée aux groupes les plus riches qui peuvent ainsi obtenir un traitement fiscal privilégié, d'où un surinvestissement dans certains domaines et une diminution de la croissance (Bruno, Ravallion et Squire, 1995).
- b) D'autres explications renvoient aux effets économiques de la plus ou moins grande égalité/inégalité :
  - i) Une répartition plus égalitaire de la propriété terrienne accroît la part du facteur travail et la productivité des terres (par exemple, Lipton, 1993). Il est abondamment prouvé qu'une répartition plus égalitaire des terres s'accompagne généralement d'une plus forte productivité agricole ainsi que d'une meilleure répartition des revenus ruraux, qui, dans les économies rurales, représentent une part importante du revenu total;
  - ii) Une répartition plus égalitaire contribue à réduire la pauvreté et aboutit à un plus grand développement humain (nutrition, éducation et santé), donc à une main-d'oeuvre plus productive, à davantage d'innovation, etc. (Birdsall, Ross et Sabot, Stewart et Raffirez, 1995; Ranis, 2000);
  - iii) Une répartition plus égalitaire des éléments de capital aboutit à un accès plus égalitaire au crédit et à l'information et crée davantage de possibilités d'investissement productif pour les groupes pauvres (Galor et Zeria, 1993; Deininger et Squire, 1998);
  - iv) Une répartition plus égalitaire élargit les marchés intérieurs, permet d'exploiter davantage les économies d'échelle et, partant, favorise l'industrialisation et la croissance (Murphy, Shleifer et Vichny, 1989);
  - v) Une répartition plus inégalitaire, en revanche, induit une hausse de la fécondité, dans la mesure où les groupes pauvres et moins instruits sont généralement composés de familles nombreuses, ce qui en soi ralentit la croissance (Benabou, 1996; Khoo et Dennis, 1999; Bloom et al., 1998).

Toutes ces explications ne sont que des hypothèses, dont aucune n'a été sérieusement mise à l'épreuve des faits. Les explications qui font appel à l'économie politique reposent essentiellement sur une hypothèse quant au comportement de 'l'électeur moyen' qui est dénuée de pertinence dans les sociétés non démocratiques. Qui plus est, selon Deininger et Squire (1998), les éléments de preuve statistiques corroborant la thèse de la relation positive entre plus d'égalité et plus de croissance semblent s'appliquer davantage aux pays non démocratiques qu'aux autres pays. Par ailleurs, ce modèle repose sur l'idée qu'en situation de plus grande inégalité, il y a augmentation de la dépense publique, alors qu'en fait, c'est l'inverse qui semble se produire (Benabou, 1996). L'explication par le 'développement humain' (à savoir, comme on l'a vu plus haut, que l'égalité améliore le niveau d'instruction, de nutrition et de santé de la population, donc sa productivité) est davantage corroborée par les faits. Il existe d'innombrables preuves qu'une répartition des revenus plus égalitaire entraîne un développement quantitatif et qualitatif de l'éducation ainsi qu'une amélioration de la nutrition et de la santé, et qu'il en résulte une accélération de la croissance (Birdsall et Sabot, 1994; Ranis et al., 2000). Cela étant, cette

explication n'explique pas tout, en ce sens que la recherche empirique montre que le renforcement de l'égalité en soi a des effets positifs sur la croissance, qui viennent s'ajouter aux effets qu'il peut avoir par le biais de l'éducation (Birdsall et Sabot, 1994; Bourguignon, 1995).

Quoi qu'il en soit des mécanismes - qui restent à étudier plus avant - il y a un large accord sur le corpus de preuves empiriques qui indiquent que plus d'égalité va de pair avec plus de croissance économique. En outre, l'effet de l'égalité sur la croissance se situe dans un ordre de grandeur assez élevé. Bourguignon, par exemple, estime qu'une modification d'un écart type au niveau de l'inégalité produit un demi point de croissance supplémentaire.

L'association des observations des sections II et III inciterait à opter pour la conclusion - assez optimiste - suivante : une répartition des revenus plus égalitaire est meilleure pour la croissance et, comme le montrent les études comparatives entre pays, la croissance n'a aucun effet systématiquement positif ou négatif sur les inégalités. Etant donné qu'une répartition plus égalitaire des revenus est souhaitable en soi dans tout programme de développement, qu'elle constitue un mécanisme de lutte contre la pauvreté et d'amélioration du développement humain *et* qu'elle favorise la croissance, il faudrait s'attacher à déterminer quels *types* de croissance seraient davantage susceptibles d'améliorer la répartition des revenus et quelles politiques contribueraient le plus à instaurer des schémas de croissance égalitaires.

#### IV. SCHÉMAS DE CROISSANCE ÉGALITAIRES

La répartition des revenus est le résultat de processus économiques complexes. Les revenus des particuliers sont faits des revenus de leurs avoirs et des revenus de leurs activités courantes, Les revenus des avoirs sont fonction de la propriété et du taux de rendement desdits avoirs, et les revenus des activités courantes sont fonction de l'ampleur et du rendement de l'emploi (y compris de celui des particuliers travaillant à leur propre compte), le rendement de l'emploi étant normalement fonction du niveau d'instruction et de qualification de l'employé. Au niveau de l'ensemble de l'économie, la répartition des revenus est donc fonction de la répartition des avoirs, de la répartition du capital humain et du rendement de chacun de ces deux facteurs. Il n'y a dès lors rien d'étonnant à ce que la situation des pays en matière de répartition des revenus soit très variée - comparer par exemple le Brésil, où les 10 % les plus fortunés de la population recueillent 48 % du revenu total et les 10 % les moins fortunés ne recueillent que 0,28 % du revenu total, et l'Inde, où les chiffres correspondants sont de 25 % du revenu pour la tranche de 10 % supérieure et 4,1 % pour la tranche de 10 % inférieure. En observant ainsi la répartition des revenus, on s'aperçoit de quelque chose qui est après tout évident, à savoir que la répartition dans une situation donnée est dans une large mesure déterminée par des facteurs hérités du passé - en particulier la masse totale et la répartition du capital (monétaire, physique et humain). De ce fait, et sauf à entreprendre une action radicale de redistribution des avoirs, comme ce fut le cas dans la province chinoise de Taiwan et en République de Corée dans les années 1950, ou à détruire ou faire fuir le capital humain, comme ce fut le cas au Cambodge, il ne faut pas s'attendre à ce que la répartition des revenus évolue beaucoup sur de courtes périodes.

Les études statistiques montrent toute l'importance de la répartition des avoirs. Ainsi, l'on estime que l'éducation est responsable de 10 à 20 % de l'inégalité observée dans un pays donné (Fishlow, 1995), tandis que Bourguignon et Morrisson estiment que l'inégalité de répartition des terres est responsable de 17 % de l'inégalité de répartition des revenus; ces deux auteurs montrent aussi que l'abondance de

ressources minières dans un pays va généralement de pair avec de plus grandes inégalités (Bourguignon et Morrisson, 1990).

Abstraction faite de toute redistribution des avoirs, la répartition des revenus est aussi fonction des modifications de l'ampleur et du rendement des activités courantes, c'est à dire de l'emploi de différents types de main-d'oeuvre et du rendement de cet emploi. Les couches pauvres de la population sont systématiquement celles qui gagnent le moins. Certains travaillent longtemps mais à des taux de rémunération très bas, tandis que d'autres travaillent peu ou pas du tout. Les modèles qui associent longues heures de travail et faible rémunération ont normalement cours dans le secteur agricole, dans le secteur non structuré de l'économie urbaine et dans certains emplois non qualifiés du secteur structuré de l'économie. De ce point de vue, les stratégies de croissance susceptibles d'améliorer les revenus des couches pauvres de la population, donc d'améliorer la répartition des revenus, sont celles qui accroissent les rendements du travail agricole, créent davantage de possibilités d'emploi pour les travailleurs non qualifiés et étendent l'éducation de base.

Cette analyse et les comparaisons entre pays donnent à penser que les facteurs susceptibles d'induire une croissance plus égalitaire sont les suivants :

- Les stratégies axées sur le monde agricole, surtout si elles favorisent l'industrialisation des campagnes;
- Les stratégies à forte intensité d'emploi (axées sur l'exportation et/ou soutenues par des programmes d'emploi à forte intensité de main-d'oeuvre);
- Le développement quantitatif et qualitatif de l'éducation;
- La redistribution des avoirs, qui est importante non seulement par ses effets immédiats sur les revenus desdits avoirs mais aussi par l'influence qu'elle exerce par divers biais sur tous les autres éléments de la stratégie de développement; par exemple, davantage d'égalité favorise l'élargissement du champ de l'éducation et peut susciter l'apparition de marchés de consommation de masse de biens à forte intensité de main-d'oeuvre, par opposition aux produits destinés aux élites. L'économie politique qui en résulte tend à faciliter la prise de décisions économiques favorables aux couches pauvres de la population;
- Les politiques des pouvoirs publics qui visent à structurer le marché de manière à orienter les processus d'éducation, de formation et d'accumulation du capital vers les groupes défavorisés.

On trouvera ci-après une brève description d'exemples correspondant à chacune de ces stratégies :

a) *Stratégies axées sur le monde agricole*

Etant donné que dans les pays les plus pauvres, la majorité de la population travaille dans l'agriculture, que le monde rural est en principe plus pauvre que le monde des villes et que le pourcentage de main-d'oeuvre occupé dans le secteur agricole est généralement supérieur à la part de l'agriculture dans le PIB, le fait d'accroître la productivité du monde rural devrait à l'évidence favoriser une croissance

plus équitable. Lipton voit même dans le 'préjugé pro-urbain' la principale cause de la pauvreté dans les pays en développement (Lipton, 1977).

Il existe un large éventail de stratégies qui tendraient à favoriser une croissance axée sur le monde agraire. Ces stratégies consistent notamment à réduire les distorsions macroéconomiques résultant de préjugés hostiles à l'agriculture qui accompagnent quasi systématiquement les tentatives d'industrialisation; mettre en oeuvre des réformes agraires; améliorer l'accès des petits propriétaires terriens aux services de vulgarisation agricole, à l'information sur les marchés et aux marchés des facteurs de production et des produits; développer les infrastructures rurales; et promouvoir la diversification de l'agriculture et le secteur rural non agricole (par exemple par l'agro-alimentaire, qui a des liens en amont et en aval et peut employer les paysans qui ont peu - voire pas du tout - de terres).

Selon une étude portant sur le Pakistan, sans intervention gouvernementale sur les prix, les revenus agricoles produits par les cinq principales cultures du pays auraient été supérieurs de 40 % au cours de la période 1983-1987 (Dorosh et Valdés, 1990). L'intervention sur les prix de ces cinq principales cultures s'est traduite par un transfert hors du secteur agricole correspondant à 25 % du PIB entre 1978 et 1987. A l'inverse, en province chinoise de Taiwan, les macro-distorsions préjudiciables à l'agriculture étaient assez modérées, la croissance agricole forte et égalitaire et l'industrialisation des zones rurales très développée (Burmeister et al., 1999).

La plupart des pays qui ont réussi sur le plan agricole sont des pays qui ont fortement soutenu ce secteur et lui ont appliqué une fiscalité modérée. Ainsi, dans la Malaisie des années 1970, le total de l'impôt sur les produits de base n'était que de 19 % de la valeur de la production, et la dépense publique pour le soutien à l'agriculture représentait 10 % de la valeur ajoutée du secteur. L'agriculture malaisienne a connu une croissance de 5 % l'an à cette époque. Au cours de la même décennie, le Ghana a imposé à plus de 60 % ses produits agricoles, n'a consacré au soutien à ce secteur que 3 % de la valeur ajoutée, et a vu sa production agricole reculer de 1 % chaque année. De même, en Amérique latine, l'agriculture a été beaucoup plus lourdement imposée qu'en Asie de l'est (directement et par le biais de taux de change surévalués) et la croissance de la production et de la productivité agricoles a été nettement plus faible (Schiff et Valdés, 1992).

L'industrialisation des zones rurales tend aussi à améliorer la répartition des revenus. Cet effet est d'autant plus dynamique que la croissance de la production agricole est forte, si bien qu'il se crée des liens puissants entre les secteurs agricole et non agricole; ces liens peuvent aussi s'établir plus facilement lorsque les pouvoirs publics soutiennent le développement des infrastructures et du crédit ruraux, et ils sont d'autant plus puissants que la répartition des terres est égalitaire (Ranis et Stewart, 1987). Il ressort de la décomposition des facteurs contributifs de l'accroissement de l'égalité en province chinoise de Taiwan dans les années 1960 que la hausse des revenus des ménages de source non agricole constitue un élément important (Fei, Ranis et Kuo, 1979).

Une étude sur le Bangladesh a permis de constater toute l'importance des effets que l'investissement dans les infrastructures rurales peut avoir sur les revenus des habitants des campagnes. En comparant des villages qui avaient bénéficié de nouvelles infrastructures à des villages qui n'en avaient pas bénéficié, on a constaté une augmentation d'un tiers du revenu moyen dans le premier groupe. Le revenu des cultivateurs y a augmenté de 24 %, celui des salariés de 92 % et celui des

éleveurs/pêcheurs de 78 %, les bénéficiaires de ces augmentations étant dans tous les cas des pauvres. Le nombre des entreprises non agricoles a augmenté de 17 %, créant ainsi un surcroît d'emploi dont on bénéficié aussi bien les pauvres que le reste de la population (Banque mondiale, 1990).

b) *Stratégies à forte intensité d'emploi*

L'on peut constater des différences très nettes dans l'intensité en emploi des augmentations de la production. L'élasticité de l'emploi par rapport à l'accroissement de la production serait de *plus* 0,5 en Asie de l'est et du sud-est (1971-1992), mais de *moins* 0,5 en Amérique latine. A l'intérieur même de l'Asie, ce taux est plus élevé dans certains pays (+ 0,7 en Indonésie) et plus bas dans d'autres (dans les années 1980, + 0,3 en Inde et taux négatif aux Philippines) <sup>6</sup>. En général, l'emploi augmente plus rapidement là où la répartition des revenus est plus égalitaire.

Ces différences sont imputables en partie aux différences de gammes de produits entre secteurs et au sein des secteurs et en partie aux différences de techniques employées. Le développement rapide des exportations à forte intensité de main-d'oeuvre - constaté dans de nombreux pays d'Asie - contribue à la croissance rapide de l'emploi. Les politiques qui soutiennent ce type de développement, et qui favorisent aussi l'adoption de techniques à forte intensité de main-d'oeuvre (par exemple en ne subventionnant pas le capital et en facilitant l'obtention de crédits par les petites entreprises), renforcent l'intensité en emploi (Stewart, 1987). La libéralisation du commerce peut favoriser les exportations à forte intensité de main-d'oeuvre dans les pays où la main-d'oeuvre est abondante, mais uniquement si les infrastructures sont suffisantes et que la main-d'oeuvre est un tant soit peu instruite (Wood, 1994). Dans les économies où les principaux produits d'exportation sont des minéraux ou des culture en plantation, la libéralisation du commerce peut aggraver l'inégalité de répartition des revenus.

Les programmes de création d'emplois peuvent aussi avoir des effets - par exemple le programme de Maharashtra, les vastes programmes de ce type mis en oeuvre au Chili au début des années 1980 ou au Bangladesh dans les années 1970.

c) *Redistribution des avoirs*

Une distribution plus égalitaire des avoirs facilite une répartition plus égalitaire des revenus non seulement directement mais également indirectement, par l'augmentation de l'intensité en emploi de la production dans l'agriculture comme dans les autres secteurs et par le renforcement des liens internes à l'économie du pays (demandes de produits non agricole suscitées dans le secteur agricole et demandes de produits du secteur informel suscitées dans le secteur formel (Ranis et Stewart, 1987, 1993, 1999)). La répartition plus égalitaire des terres contribue aussi à accroître la production - Deininger et Square (1997) montrent qu'une différence d'un écart type du coefficient de Gini initial relatif à la répartition des terres se traduit par des gains de revenus de 0,5 % pour l'ensemble de la population, de 1 % pour la tranche de 20 % la plus pauvre et de 0,9 % pour la tranche de 40 % la plus pauvre.

La comparaison entre le Viet Nam et le Bangladesh est éclairante à cet égard : au Viet Nam, la répartition des terres est beaucoup plus égalitaire et les paysans sans terre beaucoup moins nombreux.

---

<sup>6</sup> Chiffres tirés de Khan et Muqtada, 1997.

Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance annuelle de l'agriculture a été de 5 % par an au Viet Nam, contre 2 % au Bangladesh (Ahmed et Goletti, 1998).

La réforme agraire s'est avérée très efficace dans certaines économies (province chinoise de Taiwan et République de Corée, mais aussi Egypte dans les années 1960), mais les obstacles politiques sont souvent très réels. Dans bon nombre de pays, des réformes même inachevées ont abouti à une importante redistribution de terres (Powelson, 1984; Lipton, 1993). Qui plus est, les réformes les plus limitées produisent quand même une amélioration de la répartition des revenus dans les zones rurales (El Ghonemy, 1990; Besley et Burgess, 1998). Il y a donc des arguments de poids en faveur de la réforme agraire en tant qu'élément éminemment prioritaire dans les stratégies visant à améliorer l'équité et la croissance.

L'industrialisation tend à réduire, en termes globaux, l'importance de la répartition des terres et à accroître celle de la répartition des avoirs industriels et financiers. Auparavant, la propriété publique de ces avoirs était un moyen d'atténuer les inégalités sur ce plan, mais cette solution ne fait plus partie des politiques envisagées. Dans des sociétés très inégalitaires, en Afrique du sud, par exemple, il faut des politiques qui s'attaquent plus de front aux inégalités. La fiscalité sur le patrimoine et les successions est dans ce cas l'une des solutions.

La répartition du crédit influe sur l'accumulation et la répartition des avoirs. En général, les sources de crédit du secteur structuré de l'économie ne sont pas très bien disposées à l'égard des groupes à faible revenu, parce que ces derniers ne peuvent pas offrir suffisamment de garanties, et les sources de crédit du secteur non structuré sont excessivement chères. Les études consacrées au secteur non structuré de l'économie montrent que moins de un pour cent des agents de ce secteur ont accès aux sources de crédit du secteur structuré (voir, par exemple, les études citées dans BIAD, 1999; Anderson, 1982; Stewart, Thomas et de Wilde, 1990). Les travailleurs indépendants et les employés de micro-entreprises font généralement partie des groupes à plus faible revenu; en Amérique latine, par exemple, ces entreprises emploieraient entre 30 % et 40 % du nombre total des personnes à faible revenu. Les nouveaux systèmes de prêt, les prêts de groupe de la Grameen Bank par exemple, permettent de réorienter le crédit vers les groupes à faible revenu.

#### *d) Education*

Selon Thomson (1998), "étant donné le fort rendement de l'investissement dans le capital humain, la répartition inégale des possibilités d'éducation est souvent un déterminant des distorsions de la répartition des revenus plus important que la distorsion des possibilités d'accès à la propriété foncière". Un taux de scolarisation (dans le primaire et le secondaire) plus élevé va généralement de pair avec des inégalités moins marquées. Partant d'une analyse transnationale, Bourguignon et Morrisson estiment qu'une augmentation de 1 % de la part de la main-d'oeuvre ayant au moins un niveau d'instruction secondaire accroît de 6 % la part de revenus de la tranche de 40 % la plus pauvre de la population et de 15 % la part de revenus de la tranche de 60 % la plus pauvre (Bourguignon et Morrisson, 1990). Selon une étude récente, Behrman, 1993), la probabilité de se retrouver dans la tranche de 20 % la plus pauvre est de 56 % pour une personne sans aucune instruction et de 4 % seulement pour une personne qui a fait des études universitaires. Au Brésil, le nombre moyen d'années d'instruction pour une personne âgée de 25 ans appartenant à la tranche de 10 % la plus riche est de 11 années, contre deux années pour une personne du même âge appartenant à la tranche de 10 % la plus pauvre (BIAD, 1999).



Selon une étude sur l'Amérique latine des années 1980, un quart environ des inégalités de revenus entre travailleurs est imputable à des différences de niveau d'instruction (Psacharopoulos et al., 1996). Les avantages de l'éducation concernent la population tant rurale qu'urbaine - des agriculteurs instruits adoptent plus souvent de nouvelles techniques et obtiennent de meilleurs rendements de leurs terres (comme le montrent des études effectuées en Malaisie, en République de Corée et en Thaïlande). Chou et Lau (1987) montrent qu'en Thaïlande, une année de scolarité supplémentaire ajoute 2,5 % à la production agricole. Même dans le secteur non structuré de l'économie, l'instruction est apparemment très rentable. Le rendement de l'éducation atteindrait 33 % dans le cas des femmes travaillant à leur propre compte dans le secteur du textile de détail au Pérou, et 14 % dans le cas des hommes ayant dépassé le niveau d'instruction primaire employés dans le secteur des services (Banque mondiale, 1990).

L'accès à l'éducation et les dépenses consacrées à ce secteur sont souvent très mal répartis. Le pourcentage d'adultes sachant lire et écrire va de plus de 80 % en Asie de l'est à à peine 13 % au Niger, et il est de 36 % seulement au Pakistan. La Zambie a consacré près d'un quart de son budget de l'éducation à l'enseignement supérieur, avec un taux d'inscriptions estimé à 2 % en 1980, tandis que le Bangladesh n'a consacré que 8 % à l'enseignement supérieur mais avec un taux d'inscriptions de 3 %. La République de Corée aussi n'a consacré que 8 % à ce niveau d'enseignement, mais le taux d'inscriptions y est beaucoup plus élevé (48 %).

L'élargissement de l'accès à l'éducation est un facteur d'équité et d'efficacité, et peut faciliter la bonne mise en oeuvre d'autres réformes, notamment celles qui visent à favoriser la croissance de l'agriculture ou les exportations à forte intensité de main-d'oeuvre.

e) *Structurer le marché*

Il s'agit ici d'un ensemble de politiques dont l'objet est de faire en sorte que certains groupes défavorisés bénéficient d'un accès privilégié aux différentes formes de capital, y compris l'éducation, dans une économie de marché. Diverses politiques peuvent être utilisées à cet effet, par exemple en adoptant une réglementation du travail qui oblige les employeurs à embaucher une proportion déterminée de membres de tel ou tel groupe cible, comme ce fut le cas dans les programmes d'africanisation adoptés par de nombreux pays africains nouvellement indépendants. Ce type de restriction peut aussi s'adresser aux établissements d'enseignement (dans les programmes de discrimination positive appliqués aux Etats-Unis, par exemple) ou aux banques ou porter sur la répartition de la dépense publique, etc.

La "Nouvelle Politique Economique" malaisienne est un autre exemple. En 1970, le groupe majoritaire (les Malais ou Bumiputra) représentait sur le plan économique la couche la plus défavorisée, le revenu moyen des ménages dans ce groupe étant inférieur de 40 % à celui des ménage d'origine chinoise. Une nouvelle politique économique a donc été adoptée pour améliorer la situation économique des Malais. Des objectifs chiffrés ont été fixés : 95 % des nouvelles terres devaient être attribuées à des Malais; au moins 30 % du capital de toutes les entreprises faisant appel à l'épargne publique devaient appartenir à des Malais; des quotas correspondant à la part de chaque groupe dans la population totale ont été fixés pour l'accès aux établissements d'enseignement publics; et la politique du crédit favorisait les Malais sur le plan tant des fonds alloués que des taux d'intérêt pratiqués.

Cette politique a été une réussite à de multiples égards. La part des Malais dans l'emploi manufacturier est passé de 26 % à 41 % entre 1967 et 1987; leur part des emplois professionnels et techniques est passée de 47 % à 56 %; leur participation au capital des entreprises faisant appel à l'épargne publique est passée de 4,3 % en 1971 à 19,4 % en 1988; leur part dans les inscriptions à l'université est passée de 12 % en 1969 à 61,8 % en 1988. L'écart de revenus entre les Malais et les autres groupes a pratiquement disparu. Cette politique de structuration du marché en Malaisie est parvenue à atteindre son objectif spécifique (réduire l'écart entre les Malais et les autres groupes) sans saper ni la croissance de l'économie ni l'amélioration de la répartition des revenus. Le taux de croissance de la Malaisie a été l'un des plus rapides au monde au cours de cette période, puisqu'il était de 6,3 % par an entre 1960 et 1989, et la répartition des revenus s'est nettement améliorée, la part de revenus de la tranche de 40 % la plus pauvre passant de 11 % en 1970 à 14 % en 1987, et la part de la tranche de 10 % la plus riche passant de 41 % à 35 % au cours de la même période.

Ces stratégies axées sur une croissance plus égalitaire peuvent parfois se compléter l'une l'autre et parfois se substituer l'une à l'autre. Ainsi, prolonger l'éducation accroît l'efficacité d'une réforme agraire mais peut aussi accroître l'égalité sans qu'il y ait une réforme agraire. En général, la structuration du marché améliore la répartition des revenus tant que les groupes dont elle vise à améliorer le sort sont réellement défavorisés, mais il est probable qu'elle ne contribue à accroître l'efficacité que si elle s'accompagne de politiques de soutien sur les plans de l'éducation et de l'emploi. La bonne stratégie est en partie fonction de la situation de départ du pays considéré, notamment de la disponibilité des ressources, de la répartition du capital et de telle ou telle carence spécifique. A titre d'exemple, dans les zones riches en ressources, les stratégies à forte intensité de main-d'oeuvre peuvent se révéler inopérantes et il faut donc dans ce cas privilégier l'investissement dans les ressources humaines, l'innovation et l'amélioration des techniques, afin d'améliorer la compétitivité internationale et de créer des emplois dans les secteurs exportateurs. Telle est la stratégie que la CEPALC préconise pour l'Amérique latine, à savoir une approche intégrée axée sur une plus grande équité sociale par la modification des schémas de production (CEPALC, 1992). Mais il semble peu probable que cette stratégie puisse améliorer notablement la répartition des revenus si on ne s'attaque pas parallèlement aux flagrantes inégalités de patrimoine qui caractérisent tant de pays de la région.

La viabilité politique de ces différentes approches, leur bien fondé sur le plan économique et leur effet probable sur la répartition des revenus, tous ces éléments risquent de varier beaucoup d'une situation à l'autre, si bien que toute proposition de politique à suivre doit être formulée pour un pays précis. Il est intéressant dans ces conditions de reprendre l'ensemble de pays (indiqués dans le tableau précédent) où la croissance s'est accompagnée d'une amélioration de la répartition des revenus et de voir quelle est la combinaison de politiques adoptée par chacun de ces pays.

Les combinaisons de stratégies indiquées dans le tableau ci-dessous expliquent pourquoi ces pays sont parvenus à instaurer une croissance égalitaire mais il reste à analyser les déterminants de politique économique qui font que les gouvernements de ces pays ont adopté ces stratégies alors que ceux d'autres pays ne l'ont pas fait. Nos connaissances dans ce domaine demeurent assez limitées mais une analyse même superficielle des pays en question donne quelques premières indications. Tant la République de Corée que la province chinoise de Taiwan ont procédé à de véritables réformes agraires pour contrer ce qu'elles percevaient comme une menace de la République populaire démocratique de Corée et de la Chine continentale, respectivement. Pour la même raison, les deux se sont attachées à promouvoir la croissance économique et ont jugé que le moyen d'y parvenir consistait à investir dans les ressources humaines, faute de disposer de ressources naturelles. Dans les deux cas, il y avait l'influence des Etats-

Unis, pour des raisons historiques et géopolitiques, et une incitation précoce à passer de la stratégie de substitution aux importations à une ouverture sur les marchés extérieurs. La stratégie malaisienne avait un caractère plus autochtone et était déterminée par la nécessité impérieuse d'améliorer la situation de la majorité malaise, jusque là relativement défavorisée, et de créer les conditions d'une croissance économique propre à soutenir la comparaison avec celle du voisin proche, Singapour. Le gouvernement indonésien aussi était mû en partie par le souci de promouvoir les entrepreneurs locaux par rapport à ceux de la minorité chinoise et en partie par la volonté de cimenter par la généralisation de l'éducation et des services de santé l'unité d'un pays extrêmement morcelé. Le gouvernement de Maurice jugeait quant à lui impératif de trouver un substitut à son principal produit d'exportation, le sucre, dont les perspectives n'étaient guère brillantes, et a décidé pour ce faire de développer l'éducation et de favoriser l'immigration d'entreprises textiles de Hong Kong (Chine) et d'ailleurs.

**Tableau 2**  
***Politiques adoptées par les pays où croissance et amélioration  
de la répartition des revenus sont allés de pair***

<i>Pays</i>	<i>Principales caractéristiques des politiques adoptées</i>	<i>Taux de croissance du PNB par habitant, 1975-1995</i>	<i>Coefficient de Gini, date récente</i>
Taiwan, province chinoise	Réforme agraire; accent mis sur l'agriculture; industrialisation rurale; exportations à forte intensité de main-d'oeuvre; éducation	6,7	0,29
République de Corée	Réforme agraire; éducation; exportations à forte intensité de main-d'oeuvre	7,0	0,35
Indonésie	Exportations à forte intensité de main-d'oeuvre; croissance de l'agriculture	5,1	0,32
Malaisie	Structuration du marché; éducation; exportations à forte intensité de main-d'oeuvre	4,4	0,48
Maurice	Education; exportations à forte intensité de main-d'oeuvre	4,2	0,37

*Source* : PNUD, *Rapport sur le développement humain 1999*; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 1997*; Chu et al. (1999).

## V. LES TENDANCES RÉCENTES EN MATIÈRE DE RÉPARTITION DES REVENUS

Les sections qui précèdent ont permis de voir tout l'intérêt d'une répartition plus équitable des revenus, ainsi que de constater que certaines stratégies de croissance peuvent aider à atteindre cet objectif et que ces stratégies sont plus efficaces lorsqu'elles vont de pair avec une redistribution du capital sous toutes ses formes et d'une structuration des marchés. Le fait que ces stratégies sont politiquement réalistes ressort bien du grand nombre d'exemples où elles ont été (en tout ou partie) appliquées, mais cette conclusion optimiste est contredite par les tendances récentes en matière de répartition des revenus.

Le sens des changements a été certes divers mais, dans la majorité des pays, les inégalités se sont creusées dans les années 1980 et 1990 : dans les pays développés, les inégalités ont augmenté dans 15 pays et n'ont diminué que dans un seul au cours de cette période; dans les pays en transition, les inégalités ont fortement augmenté partout; en Amérique latine, elles ont augmenté dans huit pays sur treize et n'ont diminué que dans trois; et en Asie, elles ont augmenté dans sept cas sur dix. Ce n'est qu'en Afrique que les cas d'augmentation et de diminution des inégalités s'équivalent (voir tableau 3), encore que les données concernant ce continent soient incomplètes et que d'aucuns pensent qu'il s'agit plutôt d'un "nivellement par le bas" (en Côte d'Ivoire, par exemple, voir CNUCED, 1997). Cette évolution quasi générale vers plus d'inégalité va tout à fait dans le sens de la conclusion selon laquelle le taux de croissance n'a pas d'effet sur la répartition des revenus, en ce sens que le creusement des inégalités enregistré ces dernières années touche pareillement les pays à faible et à forte croissance.

**Tableau 3**  
**Evolution de la répartition des revenus dans les années 1980 et 1990**

<i>Groupe de pays</i>	<i>Nombre de pays où les inégalités ont augmenté</i>	<i>Nombre de pays où les inégalités ont diminué</i>	<i>Nombre de pays où la répartition des revenus n'a pas changé</i>
OCDE	15	1	2
Europe orientale et CEI	11	0	0
Amérique latine	8	3	2
Asie	7	3	0
Afrique	3	3	1

*Source* : PNUD, *Rapport sur le développement humain 1999*, New York; Stewart et Berry (1999); Morley (1995).

Il est essentiel de déterminer *pourquoi* les inégalités se creusent si l'on veut savoir dans quelle mesure la promotion volontaire de l'égalité est possible dans la situation mondiale actuelle et comment cela peut se faire. Le développement des inégalités est intervenu dans un contexte de développement

de l'emprise des marchés, de libéralisation et de mondialisation, et d'évolution technologique rapide à forte intensité d'information, tous ces facteurs ayant touché, d'une manière ou d'une autre, la plupart des pays. Chacun de ces grands bouleversements a probablement joué un rôle dans le creusement des inégalités mais, comme l'on a affaire à un ensemble très hétérogène de pays, les raisons sont nécessairement différentes et spécifiques à chaque situation.

Si l'on décompose les changements de la répartition des revenus, on s'aperçoit que l'accroissement des inégalités est imputable pour une part à l'accroissement des inégalités de salaire et autres formes de rémunération du travail et pour une autre part à la hausse de la part des profits et une baisse de la part des salaires, ce qui accroît la part des revenus du capital par rapport à ceux du travail, et les revenus du capital sont toujours plus inégalement répartis. Dans le cadre de l'OCDE, les inégalités de revenus se sont accentuées dans la plupart des pays (Gottschalk et Smeeding, 1997). Le même phénomène s'est produit dans la plupart des pays en transition, mais la chute de la part des revenus salariaux a joué en l'occurrence un rôle plus important (Cornia, 1996). L'étude de l'évolution de la dispersion des salaires entre la fin des années 1970 et la fin des années 1980 fait apparaître une augmentation dans la majorité des pays en développement, dans huit pays sur neuf en Amérique latine, dans trois pays sur cinq en Afrique et dans six pays sur dix en Asie (van der Hoeven, 1999; voir aussi Berry, 1997, Robbins, 1995; et Lächler, 1997).

Un certain nombre de raisons précises ont été avancées pour expliquer ce regain des inégalités :

a) *La libéralisation accrue du commerce international* - Si l'on suit le théorème de Stolper-Samuelson, les inégalités devraient *diminuer* avec la libéralisation du commerce dans les pays à excédent de main-d'oeuvre, dans la mesure où le développement des exportations de produits manufacturés à forte intensité de main-d'oeuvre augmente l'emploi et la part des revenus salariaux. En fait, tel semble avoir été le cas dans les pays qui ont associé la croissance à la recherche de plus d'égalité sur le long terme, comme on vient de le voir. Dans les régions bien dotées en ressources, en revanche, les produits commercialisables ne sont pas à forte intensité de main-d'oeuvre; par ailleurs, dans les économies axées sur la substitution aux importations, la libéralisation des importations peut ruiner la classe qui vit de ses salaires (Taylor et Krugman, 1978; Berry, 1997; Roemer et Guherty, 1997). A titre d'exemple, des études effectuées au Chili et au Mexique ont montré que l'ouverture de l'économie accentue l'écart entre les salaires des travailleurs selon qu'ils sont qualifiés ou non (Beyer, Rojas et Vergara, 1999; Ghiara, 1999). Dans certaines zones productrices de biens primaires (en Afrique, essentiellement), la libéralisation du commerce peut réduire la part des revenus des travailleurs urbains et accroître celle des paysans, qui ont généralement des revenus inférieurs, mais la différenciation accrue à l'intérieur des zones urbaines peut annuler cet effet égalisateur.

Un certain nombre d'études ont révélé que la libéralisation du commerce n'a eu aucun effet bénéfique direct sur le sort de la main-d'oeuvre non qualifiée dans les pays en développement (Davis, 1996). La dispersion des revenus s'est plutôt accentuée avec la libéralisation du commerce; les travaux empiriques sur le sujet montrent que les économies à forte intensité de terres et de capital ont une répartition des revenus plus inégalitaire, tandis que les pays qui tablent davantage sur le travail qualifié ont une répartition plus équitable (Wood, 1995; Freeman et Katz, dir. publ., 1995; Spilimbergo, Londono et Székely, 1999).

A priori, des échanges internationaux plus libres devraient se traduire par une détérioration de la répartition des revenus dans les pays où la main-d'oeuvre n'est pas pléthorique (c'est à dire les pays

développés) et où la production de biens à forte intensité de travail pâtit de la concurrence de pays en développement à main-d'oeuvre peu coûteuse. Ce facteur semble avoir contribué à la détérioration de la répartition dans les pays développés, mais dans quelle mesure il y a contribué reste matière à débat; Wood (1994), par exemple, estime qu'entre un tiers et la moitié de la détérioration est imputable à ce facteur, alors que pour d'autres chercheurs, Leamer (1995), par exemple, c'est l'évolution technologique qui est le facteur principal.

b) *L'évolution technologique* - Le rythme rapide de l'évolution technologique a accru la demande de main-d'oeuvre qualifiée et, partant, creusé les écarts de revenus entre travailleurs, dans les pays développés comme dans les pays en développement (Leamer, 1995; Lächler, 1997; Robbins, 1995, 1996; Berman, Bound et Machin, 1997). Cet effet risque d'être plus marqué dans les pays développés producteurs de biens et de services à forte intensité de technologie, mais il semble toucher aussi des pays qui en sont au stade intermédiaire, ayant dépassé celui de la production de biens à forte intensité de travail non qualifié (Mexique et province chinoise de Taiwan, par exemple).

c) *La suppression ou l'érosion du salaire minimum* - Ce facteur aussi semble avoir contribué au creusement des inégalités dans certains pays. La controverse n'est pas close sur la question des effets du salaire minimum sur la répartition des revenus et sur la pauvreté. Selon la théorie néoclassique, un relèvement du salaire minimum réduit l'emploi, ce qui peut annuler les effets que le relèvement en question aurait pu avoir sur le plan de la réduction de la pauvreté. Mais cette thèse est contestée par ceux qui considèrent que le niveau de l'emploi est déterminé de la manière décrite par Keynes (et d'autres). Une étude sur l'évolution des inégalités en Amérique latine dans les années 1980 a permis de constater qu'en termes réels, le salaire minimum avait diminué dans pratiquement tous les pays où les inégalités s'étaient accrues, et avait augmenté dans trois pays où les inégalités avaient diminué. Les auteurs de l'étude concluent que "les salaires minimum réels peuvent avoir un effet égalisateur sur la répartition des revenus" (Banque mondiale, 1993:26) <sup>7</sup>. Le développement des inégalités de salaires aux Etats-Unis serait aussi dans une large mesure imputable à la baisse du salaire minimum (Teulings, 1998; DiNardo, Fortin et Lemieux, 1996). Lustig et McCleod (1996) constatent que les salaires minimum élevés vont de pair avec une réduction de la pauvreté, mais s'accompagnent aussi d'une hausse du chômage. Certains éléments donnent à penser que la hausse du salaire minimum a des incidences négatives sur l'emploi (par exemple, Neumark et Wascher, 1991; Rama, 1996; Abowd, Kramartz et Margokis, 1999); d'autres indiqueraient plutôt un passage d'une partie de l'emploi du secteur structuré au secteur non structuré de l'économie (Jones, 1998); d'autres études encore concluent que la hausse du salaire minimum n'a pas d'effet sur l'emploi, voire *augmente* l'emploi (par exemple, Card, Katz et Krueger, 1994; Dickens et al., 1994; Card et Krueger, 1994). Manifestement, nombreuses sont les entreprises qui ne respectent pas la réglementation sur le salaire minimum - en particulier dans les pays en développement - mais, de manière générale, le fait que l'érosion du salaire minimum coïncide avec une plus grande dispersion des salaires dans de nombreux pays tend à corroborer la thèse selon laquelle le salaire minimum peut contribuer à améliorer la répartition des revenus. Cela dit, il faut à l'évidence

---

<sup>7</sup> Cette thèse est corroborée par Morley (l'un des auteurs du rapport de la Banque mondiale, voir 1993), qui, après une collecte minutieuse des faits, parvient à cette conclusion légèrement plus affirmative que celle de la Banque mondiale: "les salaires minimum réels semblent avoir un effet égalisateur sur la répartition" (Morley, 1995: 162).

prendre grand soin de fixer le salaire minimum au niveau qui correspond exactement à la situation économique du pays <sup>8</sup>.

d) *La transition du communisme au capitalisme* - L'accroissement des inégalités en Europe orientale et dans l'ex-Union soviétique a été "l'un des plus importants et des plus rapides jamais enregistrés" estime Milanovic (1998), le coefficient de Gini passant en moyenne de 0,25-0,28 à 0,35-0,38 en moins de dix ans. Ce phénomène s'explique par un dépeçage progressif des entreprises qui assuraient auparavant une égalité très substantielle, qui s'est traduit notamment par la privatisation des avoirs publics, l'atténuation des restrictions sur les écarts de salaire et l'accroissement de la part des revenus du travail indépendant (y compris le marché noir) (Milanovic, 1998; Cornia, 1996).

e) *L'évolution de la répartition fonctionnelle des revenus* - La répartition fonctionnelle des revenus (c'est à dire la répartition entre les différents facteurs de production) est un déterminant important de la répartition des revenus des ménages, parce que ces revenus sont fonction du rendement des différents éléments d'actif qu'ils possèdent (y compris leur travail), ainsi que de l'importance quantitative de ces éléments. Etant donné que les groupes à plus haut revenu possèdent la plupart des actifs financiers et physiques, leur sort ne peut que s'améliorer par rapport à celui des autres groupes lorsque la part des profits et rentes augmente et que celle des salaires diminue. Ainsi, au Brésil - exemple extrême de société inégalitaire - la tranche de 10 de ménages les plus pauvres percevait 0,8 % des revenus non salariaux, contre 47,2 % pour la tranche de 10 % de ménages les plus riches (BIAD, 1999). Les éléments de fait, assez limités, dont on dispose donnent à penser que la part des salaires a diminué et que celle des profits a augmenté dans la majorité des pays au cours de cette période. Dans les pays développés, la part des profits dans l'industrie manufacturière a augmenté dans 10 pays sur 12 entre 1979 et 1989, les seules exceptions étant la Norvège et le Japon, et les augmentations les plus fortes sont celles enregistrées en Australie, en Belgique, au Royaume-Uni et en Suède (Glyn, 1992). Si l'on compare la période 1985-1992 à la période 1975-1980, on s'aperçoit que, parmi les pays en développement, la part des salaires de l'industrie manufacturière a diminué dans cinq pays et augmenté dans trois autres en ce qui concerne l'Amérique latine, les diminutions les plus fortes étant celles enregistrées au Mexique, en Colombie et au Venezuela; s'agissant de l'Asie, il y a eu diminution dans quatre pays et augmentation dans six autres, les diminutions les plus nettes étant celles intervenues au Pakistan et au Sri Lanka; en Afrique et dans la région de la Méditerranée, il y a eu diminution dans sept pays et augmentation dans un pays, les diminutions les plus nettes ayant eu lieu au Ghana et en Turquie (CNUCED, 1997). L'on constate donc une assez large coïncidence entre les modifications de la répartition fonctionnelle des revenus et les modifications de la répartition des revenus des ménages, ce qui tendrait à prouver que les premières modifications sont en partie responsables des secondes. Il faut alors se demander pourquoi la répartition fonctionnelle a évolué ainsi. La réponse détaillée à cette question dépasse le cadre du présent document, mais il semble que le processus de mondialisation et de libéralisation ainsi que, peut-être, les profits de type schumpeterien induits par les nouvelles technologies aient joué un rôle dans cette évolution.

---

<sup>8</sup> Selon une évaluation préliminaire de la 'Confederation of British Industry', qui est la principale organisation patronale au Royaume-Uni, le salaire minimum introduit en Grande-Bretagne en 1999 n'a pas d'effets préjudiciables à l'emploi au cours des cinq premiers et n'a pas non plus relevé le revenu moyen; il a eu un certain effet de réduction des écarts de salaire et a été à l'origine d'une modernisation des pratiques de travail (perfectionnement des qualifications) dans certaines entreprises (*Financial Times*, 1/11/99).

f) *La mondialisation en général* - Il y a tout lieu de penser que ce phénomène entraîne une hausse du rendement du capital, surtout lorsque les restrictions aux mouvements de capitaux sont en voie de disparition rapide alors que les restrictions touchant les mouvements de la main-d'oeuvre non qualifiée sont maintenues. Dans les pays développés, les processus à forte intensité de capital bénéficient de la spécialisation commerciale et les propriétaires de capitaux bénéficient de la possibilité d'exporter les capitaux; dans les pays importateurs de capitaux, la libéralisation seule devrait diminuer le rendement du capital, puisque "l'offre" de capitaux augmente par rapport à l'offre de travail, mais cet effet peut être annulé par les mesures de privatisation, de déréglementation et autres qui toutes tendent à accroître le rendement brut du capital, ainsi que par des modifications du régime fiscal privilégiant le capital qui tendent à augmenter le rendement net de celui-ci. La mondialisation a affaibli la capacité de négociation des travailleurs et renforcé celle des détenteurs du capital, parce que les capitaux (et les produits) peuvent se déplacer assez librement partout dans le monde, alors que les mouvements de la main-d'oeuvre, surtout si elle n'est pas qualifiée, sont très réglementés. De ce fait les syndicats hésitent à avancer des revendications, pour ne pas effrayer le capital et, partant, nuire à l'emploi. Là réside peut-être l'explication du déclin de la syndicalisation constaté à l'échelle mondiale (van der Hoeven, 1999).

## **VI. POUR UNE CONCEPTION PLUS LARGE DE L'INÉGALITÉ : CONSÉQUENCES**

Au début du présent document, nous avons fait remarquer qu'il fallait envisager un ensemble d'indicateurs qui aille au delà du simple revenu privé des ménages avant impôt, critère auquel on s'est tenu jusqu'à présent. Il faut examiner, premièrement, la répartition des revenus à l'intérieur des ménages; deuxièmement, la répartition des revenus après impôt; troisièmement, les incidences des transferts publics (retraites, etc.); quatrièmement, la prise en compte des revenus sociaux (biens et services publics, etc.), qui sont une composante extrêmement importante pour le bien-être de la population; et, cinquièmement, la possibilité d'étudier la répartition de mesures du bien-être plus directes telles la santé, la nutrition, voire le bonheur. Il ne sera pas possible d'aller très loin dans ces directions dans le cadre du présent document, mais l'on s'efforcera de tracer quelques grands axes autour desquels l'élargissement des indicateurs pourrait modifier les conclusions.

### *a) Répartition des revenus à l'intérieur des ménages*

La répartition inégale des revenus au sein des ménages (par sexe et par tranche d'âge) accentue grandement l'inégalité générale entre les individus; toutefois, comme les besoins ne sont pas les mêmes selon le sexe et la tranche d'âge considérés, il n'est guère facile de déterminer ce qu'est une répartition équitable de ce point de vue. Ainsi, selon une étude sur le sujet, la prise en compte des inégalités internes aux ménages augmenterait l'inégalité générale de 30-40 % (Haddad et Kanbur, 1990). Les politiques de lutte contre les inégalités devraient viser aussi à atténuer les inégalités au sein des ménages, par exemple en améliorant les possibilités d'éducation et d'emploi des femmes.

### *b) Répartition des revenus après impôt*

De nombreuses études sur la progressivité du système fiscal, ou sa non progressivité, divergent dans leurs conclusions, pour une part en raison de différences de méthode. Dans l'ensemble, il semble qu'il y ait une légère progressivité des systèmes fiscaux, les cas où la répartition des revenus est plus inégalitaire après impôt qu'avant étant très rares. Ainsi, Shah et Whalley (1990 et 1991) ont passé en



revue sept études sur les incidences de la fiscalité dans les pays en développement et constaté que les régimes fiscaux étaient le plus souvent légèrement progressifs. Selon une analyse plus récente des études sur les pays en développement, la fiscalité était progressive dans 13 cas sur 36, proportionnelle dans sept autres cas et dégressive dans les sept derniers cas, l'impôt sur le revenu étant quant à lui quasiment toujours progressif (Chu, Davoodi et Gupta, 1999). Mais il semble que, globalement, la progressivité des régimes fiscaux soit en recul, de même que la part de l'impôt sur le revenu (Chu, Davoodi et Gupta, 1999; Atkinson, 1999). Tanzi (1995) note une baisse générale des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Quelques pays en développement - Jamaïque, Turquie et Indonésie notamment - ont néanmoins réussi à réduire notablement les inégalités par le biais du régime fiscal (Chu, Davoodi et Gupta, 1999).

c) *Transferts publics*

Il s'agit ici des retraites et d'autres prestations sociales, telles les indemnités de chômage ou d'invalidité, qui, en principe, peuvent représenter des sommes non négligeables. Ces transferts sont généralement importants et ont un caractère redistributif dans bon nombre de pays développés, mais sont le plus souvent limités et moins nettement redistributifs dans leurs effets dans les pays en développement, parce qu'il s'agit de prestations dans une large mesure réservées au groupe relativement privilégié des travailleurs du secteur structuré de l'économie. En Amérique latine, ils se sont révélés dans certains cas tout sauf progressifs (Mesa-Largo, 1983). Il n'en demeure pas moins que lorsqu'ils sont bien conçus, ils peuvent avoir des effets éminemment redistributifs, comme le montre l'exemple des pensions de reversion et d'invalidité sous condition de ressources instaurées au Tamil Nadu (voir Guhan, 1992; Dréze et Chen, 1995; Dréze et Sen, 1991).

d) *Revenu social*

Les dépenses publiques sont le plus souvent plus "progressives" que les revenus avant impôt<sup>9</sup>. Certes, une part non négligeable des prestations sociales finit toujours dans les poches de membres de groupes à revenu élevé, mais les dépenses de santé et d'éducation ont quasiment toujours un caractère "progressif" (c'est à dire qu'elles sont réparties plus égalitairement que le revenu avant impôt) : 31 études sur 55 font apparaître le caractère "progressif" des dépenses d'éducation, et 30 études sur 38 celui des dépenses publiques de santé. Mais les variations d'un pays à l'autre sont considérables. A titre d'exemple, en Guinée, la tranche de 20 % de ménages les plus pauvres bénéficie de 5 % des dépenses scolaires, contre 44 % pour la tranche de 20 % de ménages les plus riches, alors qu'au Costa Rica, les chiffres correspondants sont de 18 % pour la tranche la plus pauvre et 20 % pour la tranche la plus riche. S'agissant des dépenses publiques de santé, le cinquième le plus pauvre de la population bénéficie de 4 % de ces dépenses en Guinée, contre 30 % au Costa Rica (Castro-Leal et al., cité dans Mehrotra et al., 1999). Comme chacun sait, la dépense publique est la plus "progressive" dans l'enseignement primaire et souvent "régressive" dans l'enseignement supérieur. Les éléments de fait, limités, dont on dispose montrent pour la plupart que la progressivité de la répartition de la dépense publique s'est quelque peu améliorée au fil des ans.

---

<sup>9</sup> Mais la dépense publique est souvent 'mal ciblée', si l'on entend par cela le fait que les couches pauvres de la population reçoivent une part des prestations qui est supérieure à la part qu'elles représentent dans la population totale (Chu, Davoodi et Gupta, 1999).

Si l'on regroupe les effets de la fiscalité et ceux de la dépense publique, dans la mesure où la première est normalement soit progressive soit neutre et la seconde normalement progressive, on peut conclure qu'une augmentation de la fiscalité et de la dépense publique devrait en général améliorer la répartition du bien-être social. Il s'agit là d'une conclusion importante, qui va à l'encontre de l'idée reçue selon laquelle les élites accapareraient la dépense publique et le progrès supposerait moins et non plus d'impôt et de dépenses publiques. Il s'ensuit donc que la désaffectation à l'égard de la fiscalité et de la dépense publique qui va de pair avec la mondialisation et la volonté de libéralisation risque de détériorer la répartition des revenus après impôt et transferts sociaux <sup>10</sup>.

e) *La répartition des indicateurs non monétaires du bien-être*

Des avancées très importantes ont été réalisées pour ce qui est d'élargir le champ de définition et de mesure du progrès au delà du simple revenu monétaire calculé dans le cadre national, l'indice de développement humain du PNUD étant l'une de ces grandes avancées, mais l'on s'est jusqu'ici peu intéressé à la *répartition* de ces aspects non monétaires du bien-être. Les éléments de fait parcellaires dont on dispose révèlent des inégalités considérables dans les domaines de la santé et de l'éducation. A titre d'exemple, dans le nord de l'Angleterre, les taux de mortalité dans les circonscriptions électorales les plus pauvres sont quatre fois plus élevés que dans les circonscriptions les plus riches et, selon une étude sur les fonctionnaires au Royaume-Uni, les taux de mortalité seraient multipliés par trois quand on passe des échelons les plus élevés de la fonction publique aux échelons les plus bas (Wilkinson, 1996). Aux Etats-Unis, on a constaté que le taux de mortalité dépassait 80 pour 10 000 dans la tranche de dix pour cent la plus pauvre de la population masculine de race blanche, contre moins de 40 pour 10 000 dans la tranche de dix pour cent la plus riche (Davey Smith, Neaton et Stamler, 1996). Au Brésil, dans la même ville, le taux de mortalité infantile peut être de 90 pour 1 000 dans un quartier et de 12 pour 1 000 dans un autre. Des écarts analogues se constatent en matière de scolarité : au Népal, la proportion de personnes n'ayant jamais fréquenté un établissement scolaire avoisine 60 % dans la tranche de vingt pour cent la plus pauvre mais n'est que de 13 % dans la tranche de vingt pour cent la plus riche. Au Brésil, la scolarisation est totale dans la tranche de trente pour cent la plus riche tandis qu'une personne sur cinq dans la tranche de dix pour cent la plus pauvre n'a jamais fréquenté un établissement scolaire. Les inégalités touchant les indicateurs non monétaires sont certes généralement moins accentuées que la dispersion des revenus monétaires mais elles ont probablement plus d'importance pour le bien-être de la population, d'autant plus que leur réduction est une condition nécessaire de l'amélioration future des revenus.

Il y a un fort lien de causalité bidirectionnelle entre la répartition des revenus monétaire et la répartition des progrès en matière de développement humain. Les taux de mortalité sont plus élevés dans les sociétés où la répartition des revenus monétaires est inégalitaire que dans les sociétés où les revenus sont du même niveau mais mieux répartis. En fait, dans les pays développés, c'est l'égalité de répartition des revenus, et non les niveaux de revenus, qui va de pair avec une plus grande longévité (Wilkinson, 1996). Une corrélation positive entre l'égalité de revenus et la longévité a été constatée aussi

---

<sup>10</sup> Grunberg (1998) a étudié les forces qui contribuent à la diminution des recettes publiques par suite de la mondialisation - notamment la réduction des taxes sur le commerce; la libéralisation financière; la mondialisation du revenu; la concurrence fiscale qui aboutit à une hausse généralisée des taux d'imposition des particuliers et des sociétés; et la croissance du secteur non structuré (et non imposé) de l'économie. Les données globales qu'elle établit pour les années 1980 font apparaître une légère diminution de la part du revenu national qui va à l'Etat dans les pays en davantage mais une augmentation assez nette dans les pays développés.

dans les pays en développement (Flegg, 1982). Certains travaux ont même permis de constater une augmentation des taux de mortalité infantile en situation de croissance des revenus lorsque les niveaux de revenus du cinquième le plus pauvre de la population n'augmentent pas (Waldmann, 1992), *L'inégalité* en soi entraîne une détérioration sur le plan de la santé et, dans l'autre sens du lien de causalité, des inégalités plus fortes dans les domaines de la santé et de l'éducation entraînent très probablement une plus grande inégalité de répartition des revenus monétaires.

## **VII. L'INÉGALITE HORIZONTALE : LA DIMENSION OUBLIÉE**

Nous n'avons considéré jusqu'ici que l'inégalité *verticale*, c'est à dire celle observée entre les individus ou les ménages au sein d'une société donnée. *L'inégalité horizontale*, ou inégalité entre groupes, revêt aussi une importance considérable pour le bien-être de la société. Les groupes peuvent se définir par des critères culturels et/ou géographiques : ethnies, race, religion, lieu, etc. L'ampleur des inégalités entre ces groupes est un déterminant essentiel de la cohésion sociale, d'autant que l'inégalité peut porter sur de nombreux aspects : revenus, patrimoine, emploi, accès aux revenus sociaux, ressources, etc.

Les inégalités horizontales constituent l'un des principaux facteurs contributifs de l'instabilité sociale, voire de la guerre civile. Un exemple on ne peut plus parlant est donné par le Rwanda, où le colonisateur belge a séparé les Tutsis et les Hutus et instauré entre ces deux groupes une inégalité d'accès à pratiquement tous les types de ressources. Des inégalités horizontales analogues sont constatées dans bon nombre d'autres lieux de conflit, par exemple entre protestants et catholiques en Irlande du Nord, entre Tamils et Cinghalais au Sri Lanka ou entre musulmans et chrétiens en Serbie. Les risques de conflit créés par ces inégalités horizontales sont les plus grands lorsqu'il s'agit d'inégalités systématiques, pluridimensionnelles et croissantes (voir Stewart, à paraître, 2000). Dans les pays où ces risques existent (c'est à dire la plupart des pays à faible revenu), il est essentiel de surveiller les inégalités horizontales et de s'efforcer de les atténuer si l'on veut éviter le déchaînement de la violence entre groupes. Pourtant, concrètement, il est rare que l'inégalité horizontale soit identifiée et mesurée de manière systématique. Il convient de noter que l'inégalité verticale peut être forte sans que l'inégalité horizontale le soit aussi, lorsqu'il y a une forte inégalité verticale au sein d'un groupe; toutefois, en règle générale, lorsque l'inégalité horizontale est forte, l'inégalité verticale l'est probablement aussi. Considérant l'ampleur des coûts humains, ainsi qu'économiques, de ces conflits, il est au moins aussi important de s'attaquer aux inégalités horizontales que de tenter de réduire les inégalités verticales.

## **VIII. RÉPARTITION DES REVENUS AU PLAN MONDIAL**

Nous nous sommes entièrement consacrés jusqu'ici à la répartition des revenus au sein des pays, ce qui est le cadre qui intéresse le plus les décideurs nationaux et qui détermine la cohésion d'une société donnée. La répartition des revenus au plan mondial intéresse les décideurs internationaux qui s'occupent de questions telles que la répartition de l'aide, les termes de l'échange ou l'allègement de la dette. Etant donné que d'autres documents destinés à la présente table ronde portent plus spécifiquement sur ce domaine (voir, par exemple, Maizels et Nayyar), on ne fera ici qu'aborder brièvement l'évolution de cette répartition, par souci d'exhaustivité.

La répartition des revenus au plan mondial est nettement plus inégalitaire que la répartition au sein de tel ou tel pays, parce qu'elle englobe et les écarts importants entre les pays et les écarts au sein de chacun d'entre eux. Selon une estimation de la CNUCED, la tranche de vingt pour cent la plus riche de la population mondiale a perçu 83 % du revenu mondial en 1990, et le coefficient de Gini à l'échelle mondiale était de 0,74 (CNUCED, 1997). L'évolution de la répartition du revenu mondial est fonction de l'évolution tout à la fois des écarts de revenu entre pays et de la répartition des revenus à l'intérieur des pays. La plupart des analyses donnent à penser que les écarts de revenu entre pays sont le principal facteur d'inégalité des revenus au sein de la population mondiale (Berry et al., 1991), et les modifications de la répartition mondiale sont probablement beaucoup plus influencées par les modifications des écarts entre pays que par les modifications des inégalités à l'intérieur des pays, la raison en étant que les écarts entre pays sont très grands et qu'ils semblent évoluer plus rapidement que les écarts internes.

Berry, Bourguignon et Morrisson considèrent que les indicateurs types de l'inégalité de revenus n'ont guère évolué au cours de la période 1950-1977. La croissance rapide du plus grand pays à faible revenu, la Chine, a été l'un des aspects importants de l'évolution de la répartition mondiale au cours de cette période. En dehors du monde socialiste l'analyse de la répartition des revenus montrait une accentuation des inégalités, au détriment des couches inférieures ainsi que moyennes de la population. Pour la période allant de 1980 à nos jours, les faits observés semblent indiquer une aggravation des inégalités dans le monde, avec un creusement des écarts entre pays. Selon les études du PNUD, 33 pays ont connu des taux de croissance du PNB par habitant supérieurs à 3 % par an entre 1980 et 1997, mais 59 pays ont enregistré des taux de croissance négatifs. Selon des estimations de la CNUCED portant sur la décennie des années 1980, le coefficient de Gini est passé de 0,68 en 1980 à 0,74 en 1990, mais ces chiffres représentent en fait une sous-estimation de l'ampleur et de la variation des inégalités, parce qu'ils se fondent sur les variations entre pays sans tenir compte de l'aggravation des inégalités internes aux pays relevée plus haut.

La mondialisation semble donc avoir un effet d'accroissement des inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. D'autres facteurs ont aussi eu une certaine influence dans ce processus, notamment l'accroissement de l'intensité en technologie de la production et la hausse des taux de rendement du capital, mais d'autres facteurs encore, tels la détérioration des termes de l'échange pour les produits de base, sont des facteurs explicatifs des inégalités entre pays plus que des inégalités internes.

## IX. CONCLUSIONS

Dans l'ensemble, les travaux tant empiriques que théoriques corroborent la thèse selon laquelle une répartition plus égalitaire des revenus favorise la croissance économique, la cohésion sociale, l'élimination de la pauvreté et l'amélioration de la situation sanitaire; en d'autres termes, *plus d'égalité favorise le développement*. Il semble que la promotion d'une répartition des revenus plus égalitaire soit à recommander à tous points de vue. Or, la situation actuelle est caractérisée par un renforcement des inégalités dans la majorité des pays du monde - développés ou en développement - qui va de pair avec la mondialisation et la libéralisation.

Les faits observés donnent aussi à penser que les gouvernements peuvent agir sur la répartition des revenus par leurs politiques touchant la répartition des avoirs, par la stratégie de croissance qu'ils

adoptent et par leurs politiques en matière de fiscalité et de dépense publique. En général, une augmentation de l'impôt et de la dépense publique améliore la répartition par rapport à la situation avant impôt même lorsque ce dernier n'est pas particulièrement progressif. Des politiques de l'impôt, de la dépense et des transferts bien conçues peuvent avoir d'importants effets positifs sur la répartition du bien-être. Les travaux empiriques donnent aussi à penser que, dans certaines limites, l'augmentation de la fiscalité ne freine pas la croissance économique. Or, la mondialisation restreint l'aptitude des gouvernements à lutter contre l'augmentation des inégalités au niveau des revenus primaires monétaires par une fiscalité et des dépenses de redistribution, parce que ces gouvernements craignent les incidences d'une telle politique sur le plan de la compétitivité, du commerce et des mouvements de capitaux. La triste ironie de cette situation tient au fait que le creusement des inégalités et les pressions en faveur d'une diminution de la dépense publique risquent d'être préjudiciables à la stabilité politique, et de réduire des dépenses d'ordre social et infrastructurel qui sont essentielles pour une croissance soutenue et pour la stabilité de la société. Tenter de sortir de ce dilemme constituera l'un des grands défis du vingt et unième siècle.

L'une des conclusions générales que l'on peut tirer à ce stade est qu'une action coordonnée à l'échelon régional - ou, mieux encore, au niveau international - contribuerait à accroître l'égalité sans entamer la capacité des pays à demeurer concurrentiels. Ainsi, une coordination régionale des politiques nationales en matière d'impôts et de prestations permettrait d'améliorer la répartition sans nuire à la compétitivité. Il en irait de même s'il y avait une coordination régionale pour déterminer le niveau approprié du salaire minimum. Au plan international, la taxation coordonnée des courants internationaux de capitaux (y compris les placements à court terme et les sociétés multinationales) et la défense de l'universalité du droit humain à un niveau de vie minimum contribueraient aussi à améliorer la répartition des revenus et à pallier l'effet de dispersion que la mondialisation peut avoir. Un espace économique mondial suppose une intervention sociale mondiale. Dans l'ensemble, la phase de libéralisation et de mondialisation qui caractérise cette fin de siècle a fait pencher la balance du pouvoir et des avantages du côté des détenteurs de capital (physique, humain et financier) et au détriment de ceux qui en sont dépourvus. Ce déséquilibre doit être corrigé.

Cela dit, une réaction aux niveaux régional et mondial est certes nécessaire mais beaucoup peut être fait au plan national. Les pays qui ont placé le développement humain et l'amélioration de la répartition des revenus parmi leurs premières priorités n'ont pas été perdants sur la scène économique mondiale, parce que le renforcement de leurs ressources humaines accroît leur productivité. Les types de politiques susceptibles d'améliorer la répartition des revenus ont été recensés plus haut : stratégies de croissance axées sur le monde agraire et à forte intensité d'emploi; accroissement et diffusion plus large des dépenses d'éducation; redistribution des avoirs; structuration du marché pour orienter l'éducation, la formation et l'accumulation du capital vers les groupes défavorisés; et politiques vigoureuses en matière de protection sociale et de revenus sociaux. L'équilibre entre hommes et femmes dans tous ces aspects est nécessaire pour améliorer la répartition des revenus à l'intérieur des ménages. Il est essentiel de considérer non seulement la répartition verticale des revenus mais aussi les inégalités à l'intérieur des ménages et les inégalités horizontales.

Il n'en demeure pas moins que s'il est relativement facile de définir la série précise de politiques qui permettrait d'accroître l'égalité et d'améliorer la cohésion sociale et la croissance économique, la présence de forces mondiales puissantes responsables de l'intensification générale des inégalités autorise difficilement l'optimisme quant à la marge de manoeuvre des pays qui voudraient opter pour un schéma de développement plus égalitaire.

## RÉFÉRENCES

- Abowd J, Kramarz F and Margolis D (1999). Minimum wages and employment in France and the United States. NBER Working Paper 6996. Cambridge, Massachusetts, National Bureau of Economic Research.
- Adelman I and Morris CT (1973). *Economic growth and social equity in developing countries*. Stanford, California, Stanford University Press.
- Ahluwalia M (1976). Inequality, poverty and development. *Journal of Development Economics* 6: 307–42.
- Ahmed R and Goletti F (1998). Food policy and market reform in Vietnam and Bangladesh. In: International Food Policy Research Institute (IFPRI) Annual Report. Washington DC, IFPRI.
- Alesina A and Perotti R (1994a). The political economy of growth: A critical survey of the recent literature. *The World Bank Economic Review* 8.
- Alesina A and Perotti R (1994b). *Income Distribution, Political Instability and Investment*. Cambridge, National Bureau of Economic Research (NBER), Working Paper 4486.
- Alesina A and Rodrik D (1994). Distributive politics and economic growth. *Quarterly Journal of Economics* 109(2): 465–90.
- Ali, Ali Abdel Gadir (1998). Dealing with poverty and income distribution issues in developing countries: Cross-regional experiences. *Journal of African Economies* 7:2 (AERC Supplement): 77–115.
- Anand and Kanbur R (1993a). Inequality and Development: A Critique. *Journal of Development Economics* 41(1): 19–43, June.
- Anand and Kanbur SMR (1993b). The Kuznets process and the inequality-development relationship. *Journal of Development Economics* 40(1): 25–52, February.
- Anderson D (1982). Small industry in developing countries: A discussion of issues. *World Development* 10(11): 913–948.
- Atkinson T (1999). Increased income inequality and the redistributive impact of the government budget. Paper prepared for WIDER project meeting on *Rising Income Inequality and Poverty Reduction: Are they compatible?*, WIDER, Helsinki, 16–18 July.
- Behrman J (1993). Investing in human resources. In: Inter-American Development Bank. *Economic and Social Progress in Latin America*. Washington DC, Inter-American Development Bank.
- Benabou R (1996). Inequality and growth. In: Bernanke BS and Rotemberg J, eds. National Bureau of Economic Research, *Macroeconomics Annual* 11, Cambridge, MIT Press.
- Berman E, Bound J and Machin S (1997). Implications of skill-biased technological change: International evidence. IED Discussion Paper Series 78. Boston, IED Boston University.
- Berry A, Bourguignon F and Morrisson C (1991). Global economic inequality and its trends since 1950. In: Osberg L, ed. *Economic Inequality and Poverty: International Perspectives*. Sharpe.
- Berry A (1997). The income distribution threat in Latin America. *Latin American Research Review*, 32(2): 3–40.
- Bertola (1993). Factor shares and savings in endogenous growth. National Bureau of Economic Research Working Papers 3851. Cambridge MA, NBER.
- Besley T and Burgess R (1998). Land reform, poverty reduction and growth: Evidence from India. The Development Economics Discussion Paper Series, 13. London, London School of Economics, STICERD.
- Beyer H, Rojas P and Rodrigo V (1999). Trade liberalization and wage inequality. *Journal of Development Economics* 59: 103–123.
- Bird RM and de Wulf L (1973). Taxation and income distribution in Latin America: A critical review of empirical studies. *Staff Papers* 20(3): 639–682.
- Birdsall N and Sabot R (1994). Inequality as a constraint on growth in Latin America (mimeographed). Washington DC, Inter-American Development Bank.

- Birdsall N, Ross D and Sabot R (1995). Inequality and growth reconsidered: Lessons from East Asia. *World Bank Economic Review*, 9.
- Bloom DE, Canning D and Malaney P (1998). Population Dynamics and Economic Growth. Cambridge MA, HIID.
- Bourguignon F and Morrisson C (1990). Income distribution, development and foreign trade: A cross-sectional analysis. *European Economic Review* 34: 1113–1132.
- Bourguignon F (1995). Comment on 'Inequality, Poverty and Growth: Where do We Stand?', Annual World Bank Conference on Development Economics. Washington DC, World Bank.
- Bruno M, Ravallion M and Squire L (1995). *Equity and Growth in Developing Countries: Old and New Perspectives on the Policy Issues*. Prepared for the IMF Conference on Income Distribution and Sustainable Growth, World Bank, Washington DC, 1–2 June.
- Burmeister L, Ranis G and Wang M (1999). Group behaviour and development: A comparison of farmers associations in South Korea and Taiwan. Paper prepared for WIDER Project Meeting on Group Behaviour and Development, WIDER, Helsinki, 10–11 September.
- Card D, Katz L and Krueger AB (1994). An evaluation of recent evidence on the employment effects of minimum and subminimum wages. *Industrial and Labor Relations Review*, 47(3): 487–496.
- Card D and Krueger AB (1994). Minimum wages and employment: A case study of the fast food industry in New Jersey and Pennsylvania. *American Economic Review*, 84(4): 772–793.
- Chou E and Lau L (1987). Farmer ability and farm productivity: A study of farm households in the Changmai Valley, Thailand, 1972–8. Working Paper. Washington DC, World Bank.
- Chu K, Davoodi H and Gupta S (1999). Income distribution and tax and government spending policies in developing countries. Paper prepared for WIDER project meeting on *Rising Income Inequality and Poverty Reduction: Are they Compatible?*, WIDER, Helsinki, 16–18 July.
- Cornia GA (1996). Transition and income distribution: Theory, evidence and initial interpretation. Research in Progress 1. Helsinki, WIDER.
- Cornia GA (1999). Liberalization, globalization and income distribution. Working Paper 157. Helsinki, WIDER.
- Davey SG, Neaton J and Stamler J (1996). Socioeconomic differentials in mortality risk among men screened for the multiple risk factor intervention trial. White men. *American Journal of Public Health*, 86: 486–96.
- Davis D-R (1996). *Trade Liberalization and Income Distribution*. Cambridge MA, Massachusetts Harvard Institute of Economic Research.
- Deininger K and Squire L (1996). A new data set measuring income inequality. *World Bank Economic Review* 10(3): 565–91.
- Deininger K and Squire L (1997). Economic growth and income inequality: Re-examining the links. *Finance and Development* 34(1): 38–41, March.
- Deininger K and Squire L (1998). New ways of looking at old issues: Inequality and growth. *Journal of Development Economics* 57(2): 259–287.
- Demery L, Sen B and Vishwanath T (1995). Poverty, inequality and growth. ESP Discussion Paper Series 70. Washington DC, World Bank.
- Dickens R, Machin S, et al (1994). The effect of minimum wages on UK agriculture Discussion Paper 204. London, Centre for Economic Performance.
- DiNardo J, Fortin N and Lemieux T (1996). Labor market institutions and the distribution of wages, 1973–1992: A semiparametric approach. *Econometrica* 64(5): 1001–1044.
- Dobb M (1956–57). Second thoughts on capital intensity of investment. *Review of Economic Studies* XXIV.
- Dorosh P and Valdes A (1990). Effects of exchange rate and trade policies in agriculture in Pakistan. IFPRI Research Report 82, Washington DC.
- Dreze J and Sen AK (1991). Public action for social security: Foundations and strategy. In: Ahmad Drèze J and Sen AK, eds. *Social Security in Developing Countries*. Oxford, Oxford University Press.

- Dreze J and Chen M (1995). Widows and wellbeing in rural north India. In: Das Gupta M, Krishnan TN and Chen L, eds. *Women and Health in India*. Oxford, Oxford University Press.
- ECLAC (1992). *Social Equity and Changing Production Patterns: An Integrated Approach*. Santiago, ECLAC.
- El-Ghonemy R (1990). *The Political Economy of Rural Poverty*. London, Routledge
- Fei J, Ranis G and Kuo S (1979). *Growth with Equity: The Taiwan Case*. Oxford, Oxford University Press.
- Fishlow, A (1995). Inequality, poverty and growth: Where do we stand? Annual World Bank Conference on Development Economics. Washington DC, World Bank.
- Flegg A (1982). Inequality of income, illiteracy, and medical care as determinants of infant mortality in developing countries. *Population Studies*, 36: 441–58.
- Freeman RB and Katz LF, eds. (1995). *Differences and Changes in Wage Structure*. Chicago, The University of Chicago Press.
- Galenson W and Leibenstein H (1955). Investment criteria, productivity, and economic development. *Quarterly Journal of Economics* 69: 343–370.
- Galor O and Zeria J (1993). Income distribution and macroeconomics. *Review of Economic Studies* 60: 35–52.
- Ghiara R (1999). Impact of trade liberalization on female wages in Mexico: An econometric analysis. *Development Policy Review* 17: 171–190.
- Glyn A (1992). Stability, inegalitarianism and stagnation: An overview of the advanced capitalist countries in the 1980s. Working Paper. Helsinki, WIDER.
- Gottschalk P and Smeeding TM (1997). Cross-national comparisons of earnings and income inequality. *Journal of Economic Literature* 35: 633–687.
- Grunberg I (1998). Perspectives on International financial liberalisation. Discussion Paper Series 15. New York, United Nations, UNDP, Office of Development Studies.
- Guhan S (1992). Social Security for the unorganised poor: A feasible blueprint for India. Discussion Paper, UNDP and Indira Gandhi Institute of Development Research. Bombay.
- Haddad L and Kanbur R (1990). How serious is the neglect of intra-household inequality. *Economic Journal* 100: 866–881.
- Inter-American Development Bank (1999). *Facing up to Inequality in Latin America. Economic and Social Progress in Latin America, 1998–99 Report*. Washington DC, Inter-American Development Bank.
- Jones O (1998). The impact of minimum wage legislation in developing countries where coverage is incomplete. Working Paper 2. Oxford, Centre for the Study of African Economies.
- Kaldor N (1955–6). Alternative theories of distribution. *Review of Economic Studies* XXIII: 2.
- Kanbur R (1998). Income distribution and development. World Bank Working Paper 98–13, and forthcoming in Atkinson and Bourguignon, eds. *Handbook of Income Distribution*.
- Kanbur R and Lustig N (1999). Why is inequality back on the agenda. Paper prepared for the Annual World Bank Conference on Development Economics, World Bank, Washington DC, 28–30 April.
- Khan A and Muqtada M, eds. (1997). *Employment Expansion and Macroeconomic Stability Under Increasing Globalisation*. London, Macmillan.
- Khoo L and Dennis B (1999). Inequality, fertility choice, and economic growth: Theory and evidence. Development Discussion Paper 687. Cambridge MA, Harvard Institute for International Development.
- Kuznets S (1955). Economic growth and income inequality *American Economic Review* XLV: 1–28.
- Láchler U (1997). Education and earnings inequality in Mexico. World Bank Working Paper, Washington DC, World Bank, Mexico Country Dept.
- Larraín FB and Vergara MR (1997). Income distribution, investment and growth. Development Discussion Paper 596. Cambridge MA, Harvard Institute for International Development.



- Leamer EE (1995). A trade economists view of US wages and 'globalization'. In: Collins S, ed. *Imports, Exports and the American Worker*. Washington DC, Brookings Institution.
- Lewis WA (1954). Economic development with unlimited supplies of labour. *Manchester School of Economic and Social Studies*, 22: 139–181.
- Lipton M (1977). *Why Poor People Stay Poor*. London, Croom Helm.
- Lipton M (1993). Land reform as commenced business: The evidence against stopping. *World Development*, 21(4): 641–657.
- Litwin C (1998). Trade and income distribution in developing countries. Working Papers in Economics, 9. Göteborg, Göteborg University, Dept. of Economics.
- Lustig N and Mcleod D (1996). Minimum wages and poverty in developing countries: some empirical evidence. Brookings Institution Working Paper 125. Washington DC, Brookings.
- Mehrotra S, Vandemoortele J and Delamonica E (1999). *Public Spending on Basic Social Services*. Manuscript prepared for UNICEF, New York.
- Mesa-Largo C (1983). Social security and extreme poverty in Latin America. *Journal of Development Economics*, 28: 138–150.
- Milanovic B (1994). Determinants of cross-country income inequality: An 'augmented' Kuznets hypothesis, Policy Research Working Paper 1246. Washington DC, World Bank.
- Milonavic B (1998). Explaining the increase in inequality during the transition. World Bank Working Paper 1935. Washington DC, World Bank.
- Morley S (1995). *Poverty and Inequality in Latin America: The Impact of Adjustment and Recovery in the 1980s*. Baltimore, John Hopkins.
- Murphy D, Shleifer A and Vishny RW (1989). Income distribution, market size and industrialization. *Quarterly Journal of Economics*, 104(3): 537–64.
- Neumark D and Wascher W (1991). Evidence on employment effects of minimum wages and subminimum wage provisions for panel data on state minimum wage laws. *Industrial and Labor Relations Review*, 44: 55–81.
- Oswang T (1994). Economic development and income inequality: A nonparametric investigation of Kuznets U-curve Hypothesis. *Journal of Quantitative Economics*, 10: 139–153.
- Panizza U (1999). Income inequality and economic growth: Evidence from American data. IADB Working Paper. Washington DC, Inter-American Development Bank.
- Paukert F (1973). Income distribution at different levels of development: A survey of the evidence. *International Labour Review* 108: 97–125.
- Perotti R (1993). Political equilibrium, income distribution, and growth. *Review of Economic Studies*, 60.
- Persson T and Tabellini G (1994). Is inequality harmful for growth? *American Economic Review*, 84: 600–621.
- Powelson JP (1984). International public and private agencies. In Montgomery JD, ed. *International Dimensions of Land Reform*. Boulder, Westview.
- Psacharopoulos G et al (1996). Poverty and income distribution in Latin America: The story of the 1980s. Latin America and the Caribbean Technical Department. Regional Studies Programme Report N° 27. Washington DC, World Bank.
- Rama M (1996). The consequences of doubling the minimum wage: the case of Indonesia. World Bank Working Paper 1643. Washington DC, World Bank.
- Ranis G and Stewart F (1987). Rural linkages in the Philippines and Taiwan. In: Stewart, ed. *Macro-Policies for Appropriate Technology*. Boulder, Westview.
- Ranis G and Stewart F (1993). Rural non-agricultural activities in development: Theory and application. *Journal of Development Economics* 40(1): 75–102.
- Ranis G and Stewart F (1999). V-goods and the role of the urban informal sector in development. *Economic Development and Cultural Change*, 47(2) 259–288.

- Ranis G, Stewart F and Ramirez A (forthcoming 2000). Economic growth and human development. *World Development*, 28: 2.
- Robbins D (1995). Earnings dispersion in Chile after trade liberalization. Processed. Cambridge MA, Harvard University.
- Robbins D (1996). HOS hits hard facts: Evidence on trade and wage in the developing world. Processed. Cambridge MA, Harvard University.
- Roemer M and Guherty MK (1997). Does economic growth reduce poverty? Technical Paper. Cambridge MA, Harvard Institute for International Development.
- Sarel M (1997). How macroeconomic factors affect income distribution: The cross-country evidence. IMF Working Paper, 97/152, Washington DC, International Monetary Fund.
- Schiff M and Valdes A (1992). *The Political Economy of Agricultural Pricing Policy Volume Four. A Synthesis of the Economics in Developing Countries*. Washington DC, World Bank.
- Sen AK (1968). *Choice of Techniques*. Oxford, Blackwell.
- Sen B (1995). Growth and poverty reduction: macroeconomic experience. In: World Bank, *Social Impact of Adjustment Operation*. Washington DC: World Bank, Operations and Evaluation Department.
- Shah A and Whalley J (1990). Tax incidence analysis of developing countries: An alternative view. *World Bank Economic Review*, 5(3): 535–552.
- Shah A and Whalley J (1991). The redistributive impact of taxation in developing countries In: Khalilzadeh J and Shah A, ed. *Tax Policy in Developing Countries: A World Bank Symposium*. Washington DC, World Bank.
- Spilimbergo A, Londono JL and Székely M (1999). Income distribution, factor endowments, and trade openness. *Journal of Development Economics*, 59: 77–101.
- Stewart F, ed. (1987). *Macro-Policies for Appropriate Technology*. Boulder CO, Westview.
- Stewart F, Thomas H and de Wilde T (1990). *The Other Policy: The Influence of Policies on Technology Choice and Small Enterprise Development*. London, Intermediate Technology Publications.
- Stewart F (forthcoming 2000). The root causes of conflict: some conclusions. In: Nafziger EW, Stewart F and Vayrynen R, eds. *War and displacement: The Origins of Humanitarian Emergencies*. Oxford, Oxford University Press.
- Stolper W and Samuelson P (1941). Protection and real wages. *Review of Economic Studies*.
- Taylor L and Krugman P (1978). Contractionary effects of devaluation. *Journal of International Economics*, 8: 445–56.
- Tanzi V (1995). Macroeconomic adjustment with major structural reforms: Implications for employment and income distribution. Paper prepared for the Conference on Income Distribution and Sustainable Growth, World Bank, Washington DC, 1–2 June.
- Teulings CN (1998). The contribution of minimum wages to increasing wage inequality. Working Paper. Rotterdam, Tinbergen Institute.
- Thompson Robert L (1998). Public policy for sustainable agriculture and rural equity. *Food Policy*, 23(1): 1–7.
- UNCTAD (1997). *Trade and Development Report 1997*. United Nations publication, sales no. E.97.II.D.8, New York and Geneva.
- UNDP (1999). *Human Development Report*. New York, United Nations.
- Van der Hoeven R (1999). Economic reform under the Washington Consensus: Income inequality and labour market institutions. Paper prepared for WIDER project meeting on *Rising Income Inequality and Poverty Reduction: Are they Compatible?*, WIDER, Helsinki, 16–18 July.
- Waldmann RJ (1992). Income distribution and infant mortality. *Quarterly Journal of Economics*, 107: 1283–1302.
- Wilkinson R (1996). *Unhealthy Societies: The Afflictions of Inequality*. London, Routledge.
- Wood A (1994). *North-South Trade, Employment and Inequality*. Oxford, Clarendon Press.

- Wood A (1995). Does trade reduce wage inequality in developing countries? (mimeograph). Brighton, UK, Institute of Development Studies.
- World Bank (1990). *World Development Report: Poverty*. Washington DC, World Bank.
- World Bank (1993). *Poverty and income distribution in Latin America: The story of the 1980s Report*. Washington DC, World Bank, Technical Department, Latin America and the Caribbean.
- World Bank (1995). Distribution and growth: complements, not compromises. *World Bank Policy Bulletin*, 6(3).